

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

P.24

ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français

P.24

DEUX MILITAIRES TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR

Le Président Tebboune présente ses condoléances

P.24

FINANCES

Le paiement par internet possible sur plus de 150 sites webmarchands

Plus de 150 sites webmarchands offrent à leurs visiteurs la possibilité de régler leurs achats par carte interbancaire (CIB) ou carte Edahabia, selon les données publiées par le Groupement d'intérêt économique de la monétique.

P.6

ANDI

Zeghdar : «Déblocage de 890 dossiers»

P.4

COMMERCE

Les importateurs appelés à présenter leurs programmes prévisionnels annuels d'importation

P.4

FORAGES

Allègement des méthodes de fonçage pour usage agricole

P.4

SANTÉ

**ALLERGIE
Que faire quand ça gonfle ?**

Pp 12-13

F   T B A L L

FAF

Djahid Zefizef nouveau manager général des Verts

P.21



USA

Amazon accusé par une plainte de pratiques anti-syndicales à New York

P.17

AIR ALGÉRIE

Le pass sanitaire algérien valable pour accéder au Royaume-Uni

P.10

TÉLÉPHONIE MOBILE

Un code unique *154# pour désactiver les tonalités d'attente et autres services d'information



Les opérateurs de la téléphonie mobile ont mis à la disposition de leurs abonnés un code unique et gratuit *154# pour la désactivation des services à valeur ajoutée auxquels ils ont souscrit tels que les tonalités d'attente et autres services d'information, annonce l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) dans un communiqué.

L'Autorité de régulation, en collaboration avec les opérateurs de la téléphonie mobile, vise l'amélioration de l'expérience des abonnés de la téléphonie mobile en optant pour des solutions simplifiées et accessibles, précise la même source.

VENDREDI À 08H 26 Secousse tellurique de magnitude 3,7 à Médéa

Une secousse tellurique de magnitude de 3,7 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, vendredi à 08h26 dans la wilaya de Médéa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 24 km au nord-ouest de Beni Slimane, précise la même source.

ALGÉRIE - LIBYE

Une rencontre entre les hommes d'affaires à Oran

Une rencontre entre des hommes d'affaires algériens et libyens se tient depuis mercredi au Centre des conventions d'Oran, a indiqué jeudi la Confédération algérienne du patronat (CAP) qui prend part à la rencontre.

La rencontre qui prendra fin vendredi, représente «une plateforme d'échanges entre des hommes d'affaires libyens et des opérateurs économiques membres de la CAP», a précisé la Confédération, qui mentionne que sa participation fait suite à l'invitation de la Fondation pour le développement industriel et les échanges commerciaux. Des ateliers et des séances Bto B sont organisés pour la concrétisation de contrats bilatéraux, a ajouté la CAP.

RESSOURCES EN EAU

Seaal lance le nouveau format de sa facture commerciale

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'un nouveau format de sa facture commerciale. "Plus moderne et épurée, la nouvelle facture offre une meilleure ergonomie pour la compréhension et la lisibilité de toutes les données fournies", souligne la société. La nouvelle facture de la Seaal, qui vient en réponse aux attentes de ses clients, exprimés lors des différents sondages, est imprimée sur une seule face (recto) et comporte en détail les informations relatives au contrat et consommation du client. La promotion de l'e-paiement a été, de même, mise en avant, permettant de payer sa facture en ligne et en bénéficiant de l'exonération du timbre fiscal.

Un espace dédié à la compréhension des métiers de l'eau et de l'assainissement a été, également, inséré.

Par ailleurs, Seaal a appelé, dans son communiqué, ses clients à télécharger et payer leurs factures à travers l'application Wakalati ou à se connecter au site-web officiel de la société.

DIPLOMATIE

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie en Arabie saoudite



Le gouvernement saoudien a donné son agrément à la nomination de M. Mohamed Ali Boughazi, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire, auprès du Royaume d'Arabie saoudite, indique, jeudi, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

ALGÉRIE - MALI

L'Algérie envoie une quatrième cargaison d'aides humanitaires au Mali



Une quatrième cargaison d'aides humanitaires pour le Mali a été envoyée, jeudi, à partir de la base aérienne de Boufarik (Blida).

Ces aides constituées de 29 tonnes de denrées alimentaires diverses, ont été transportées à bord d'un avion-cargo militaire des forces aériennes algériennes.

Au total, 108 tonnes de denrées alimentaires et 400.000 doses de vaccin anti-COVID19 ont été acheminées à travers 4 vols aériens.

Ces opérations de solidarité dénotent la dimension humaine qui caractérise les relations de l'Algérie avec les pays amis ainsi que son souci permanent de consolider les liens d'amitié entre les peuples maliens et algériens.

PÊCHE

Des cadres du ministère chargés d'enquêter sur le naufrage d'un bateau de pêche au large d'Annaba

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salouatchi a chargé, jeudi, des cadres de l'administration centrale d'enquêter sur le naufrage, jeudi, d'un bateau de pêche au large d'Annaba, a indiqué un communiqué du ministère.

Le ministre a également instruit les cadres de se rendre au chevet des rescapés et de leur assurer un accompagnement, ajoute-t-on de même source.

Portant le nom de «Mohamed Zakaria A.N 1060», le bateau de pêche, qui avait à son bord le commandant et cinq marins, a pris feu, jeudi aux environs de 6h du matin, sans enregistrer de pertes humaines.

Les marins, qui ont sauté par dessus bord, après que leur bateau, long de 21 mètres, ait pris feu ont été repêchés, a indiqué un communiqué de la direction locale de la protection civile.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Le procès de l'ancien wali Abdelwahid Temmar reporté au 10 février prochain



Le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé jeudi de reporter, pour la 3e fois, le procès de l'ancien wali, Abdelwahid Temmar, au 10 février prochain.

Ce report intervient à la demande du collectif de défense et en raison de l'atteinte de l'un des accusés de covid-19.

L'ancien wali, Abdelwahid Temmar est poursuivi dans une affaire de corruption, notamment pour abus de fonction, détournement de terres de leur vocation agricole et octroi d'indus avantages lorsqu'il était wali de Mostaganem.

Le tribunal avait reporté le 6 et le 20 janvier le procès de l'ancien wali et des hommes d'affaires poursuivis dans la même affaire.

COUR D'ALGER

Ali Ghediri condamné à 4 ans de prison ferme



La cour d'Alger a condamné jeudi le général-major à la retraite Ali Ghediri à quatre (4) ans de prison ferme et l'accusé Hocine Guasmi à dix (10) ans de prison ferme.

Le Parquet avait requis une peine de dix (10) ans de prison ferme contre Ali Ghediri, condamné en première instance à quatre (4) ans de prison ferme.

La Parquet avait également requis la confiscation de tous les biens saisis de l'accusé, poursuivi pour «atteinte au moral de l'Armée nationale populaire (ANP) en temps de paix». Une peine de vingt (20) ans de prison ferme avec confiscation de tous les biens saisis avait été requise contre l'accusé Hocine Guasmi, condamné en première instance à dix (10) ans de prison.

L'accusé Guasmi a été condamné pour «faux et usage de faux, usurpation d'identité, intelligence avec l'étranger et atteinte au moral de l'ANP».

BLIDA

Perturbation de l'alimentation en eau potable à Bougara et Hammam Melouane

Une perturbation dans l'alimentation en eau potable sera enregistrée à compter de demain dimanche dans les communes de Bougara et Hammam Melouane, à l'Est de Blida, a annoncé samedi dans un communiqué, l'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE).

Selon le même document, cette perturbation dans la distribution d'eau potable au niveau des deux communes concernées, est liée à des travaux sur la conduite principale de pompage de diamètre 400 mm, à "Magtaa Lazrag", dans la commune de Hammam Melouane.

L'ADE a rassuré ses abonnés que l'alimentation en eau potable reprendra dès l'achèvement des travaux.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs

Des projets de décrets exécutifs relatifs à plusieurs secteurs ont été examinés lors d'une réunion du Gouvernement, présidée mercredi par visioconférence par le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :

"Le Premier Ministre, Ministre des Finances, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 26 janvier 2022, une réunion du Gouvernement tenue par visioconférence. Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a eu à examiner les points suivants :

Dans le domaine de l'Industrie :

Il a été présenté un projet de Décret exécutif modifiant et complétant le Décret exécutif n 20-312 du 15/11/2020, portant conditions et modalités d'octroi de l'autorisation de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés, dans le cadre d'activités de production de biens et services.

Il y a lieu d'indiquer que les amendements introduits visent à simplifier davantage les procédures d'octroi des autorisations de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés.

Sur un autre plan, il a été présenté une communication sur les perspectives de relance de la filière nationale des industries électriques et la promotion des exportations des équipements et services issus de cette filière.

Le choix de cette filière est motivé au regard des opportu-



nités que lui offre le marché national, suite au développement des capacités nationales de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique qui constituent des atouts pour le développement et l'émergence de cette filière.

Ce choix est également motivé au regard de la diversité et la qualité des produits et équipements électriques fabriqués

localement qui offrent des opportunités d'exportation et de diversification de notre économie hors hydrocarbures.

Dans le domaine des Travaux Publics :

Une communication a été présentée sur deux projets de Décrets exécutifs portant déclaration d'utilité publique les opérations relatives à :

- La réalisation d'une trémie

à l'intersection de la RN n 08, la RN n 61 et le CW n 59 aux Eucalyptus , - La réalisation du dédoublement du CW n 133 sur un linéaire de 6,5 km section située entre le CW n 142 et le CW n 233, y compris deux (02) ouvrages d'art.

Ces deux projets de déclaration d'utilité publique concernent deux projets figurant parmi les projets urgents visant

la décongestion du trafic routier de la capitale.

Dans le domaine du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale :

Il a été présenté un projet de Décret exécutif modifiant et complétant le Décret exécutif n 15-289 du 14/11/2015 relatif à la sécurité sociale des personnes non-salariées exerçant une activité pour leur propre compte.

Ce projet de texte s'inscrit dans le cadre des réformes de la sécurité sociale engagées par l'Etat, notamment par la simplification des procédures de gestion du régime de sécurité sociale des non-salariés et l'allègement des formalités à accomplir par les assujettis et les assurés sociaux ainsi que pour assurer une meilleure efficacité dans la prise en charge de leurs droits en matière de sécurité sociale.

Dans le domaine du Tourisme et de l'Artisanat :

Une communication a été présentée par le Ministre du Tourisme et de l'Artisanat portant sur la mise en place d'une agence, en tant que guichet unique, chargée, à la fois, de la gestion du foncier touristique et de l'accompagnement des projets d'investissement dans le domaine du tourisme".

EDUCATION

La suspension des cours prolongée jusqu'au 5 février prochain

La suspension des cours dans les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) a été prolongée d'une semaine à compter de dimanche prochain en raison de la situation sanitaire marquée par une forte propagation du Covid-19.

En application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, il a été décidé de proroger la mesure suspension de l'enseignement au niveau de l'éducation nationale pour une période supplémentaire de sept (7) jours, à compter du dimanche 30 janvier 2022 jusqu'au samedi 5 février 2022, selon le communiqué des services du Premier ministre.

Cette mesure a pour objectif de «préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du Coronavirus et au regard de la situation épidémiologique qui se caractérise encore par une rapide circulation du virus». Le

gouvernement a rappelé à cette occasion la nécessité d'intensifier les opérations de vaccination des fonctionnaires et personnels, notamment au niveau des secteurs de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

La suspension des cours avait été décidée pour dix jours dans les trois cycles d'enseignement suite à une réunion extraordinaire présidée le 19 janvier courant par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et consacrée à l'évaluation de la situation pandémique dans le pays. Le ministre de l'Education nationale, M. Abdelhakim Belabed avait indiqué qu'une décision «juste et appropriée» concernant la reprise ou pas des cours sera annoncée après examen des rapports qui seront soumis au président de la République par les différentes parties, d'autant que la décision de reprise des cours «ne concerne pas uniquement le secteur de l'Education nationale, mais la société dans son ensemble».

Il a rappelé que la suspension des cours avait pour objectif de «briser la

chaîne de transmission du virus en milieu scolaire, et permettre la poursuite de la vaccination au niveau des établissements éducatifs», relevant que cette mesure avait été saluée par l'ensemble des composantes du système éducatif.

La période précédant cette décision avait été marquée par une forte hausse des contaminations en milieu scolaire ce qui a conduit à la fermeture des établissements scolaires en veillant à la poursuite de l'opération de vaccination des personnels du secteur de l'Education nationale qui ne dépasse pas le tiers (près de 33%) selon les derniers chiffres communiqués.

En dépit des efforts consentis par le ministère en matière de sensibilisation à l'importance de la vaccination, les taux atteints restent en deçà des attentes notamment au regard de la virulence du virus et sa propagation rapide.

Les établissements scolaires connaissent depuis le début de l'année scolaire en cours la quatrième campagne de vaccination, qualifiée de «la seule issue» à la crise pandémique et le moyen de pré-

server la santé collective, selon M. Belabed qui a fait remarquer que «8 sur un total de 10 cas hospitalisés sont non vaccinés et il en va pour les cas en réanimation qui représentent un taux de 96 % ainsi que ceux en soins intensifs à 100 %». La vaccination en milieu scolaire est menée avec le concours du ministère de la Santé qui a mobilisés les staffs médicaux au niveau des établissements éducatifs afin d'assurer les différentes opérations de vaccination. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait souligné l'importance de vacciner l'ensemble des personnels du secteur de l'Education, affirmant que la santé des Algériens était une «une priorité absolue».

Dans ce sens, l'Algérie avait pris les devants en initiant dès l'apparition de la pandémie une série de mesures, à l'instar de la fermeture des écoles, des universités, des crèches, des centres de formation professionnelle, salles de sport, outre la suspension du transport (terrestre, aérien et maritime), des mesures allégées progressivement et adaptées à la situation épidémique dans le pays.

ILLIZI

Responsabilité de la radio nationale dans la lutte contre les plans malveillants visant la stabilité de l'Algérie

Le directeur général (DG) de la radio algérienne Mohamed Baghali a mis en avant jeudi «la grande responsabilité» de la radio nationale dans la lutte contre les plans malveillants visant la stabilité de l'Algérie.

Dans un entretien téléphonique à l'émission «Invité du matin» sur les ondes de la radio d'illizi, dans le cadre de la célébration du 25ème anniversaire

du lancement de cette station radio-phonique, M. Baghali a affirmé que «la radio algérienne assume une importante mission dans la lutte contre les fausses informations et plans malveillants visant à déstabiliser l'Algérie» en diffusant des programmes «aux contenus qui respectent la profession et la déontologie et préservent le droit du citoyen à une information objective

et honnête». «La radio nationale œuvre dans le cadre de la stratégie de l'Etat à permettre au citoyen, en dépit des longues distances, de transmettre aisément sa voix aux administrations locales et centrales pour une meilleure prise en charge de ses préoccupations», a indiqué le DG de la radio nationale.

M. Baghali s'es t, à cette occasion, félicité de la mission menée par la

radio d'illizi dans la consécration de la langue et la culture amazighes comme composantes de l'identité nationale, dont cette radio est l'une des 25 stations à travers le pays émettant en tamazight dans ses huit variantes».

Il a, à ce titre, rendu un hommage aux efforts fournis par le personnel de la radio qui veille à offrir un bon service médiatique continue en H24

dans les wilayas d'illizi et Djanet. La radio algérienne d'illizi a été lancée le 27 janvier 1997 avec un volume horaire de diffusion de trois heures/jour (03Hhoo/J), avant de s'étendre graduellement pour assurer des émissions en H24 dans les langues arabe et amazighe (Tamahaq).

ENVIRONNEMENT

Mme Moualfi reçoit le président du Conseil d'Affaires algéro-américain

La ministre de l'Environnement, Samia Moulafi a reçu jeudi le président du Conseil d'Affaires algéro-américain, Smail Chikhoune, avec qui elle a évoqué l'acquisition du savoir-faire et de technologies dans le domaine du recyclage et de la valorisation des déchets, ainsi que l'accompagnement des investisseurs algériens à travers un partenariat avec leurs homologues américains.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les moyens de renforcer le partenariat et l'investissement entre les jeunes et les entrepreneurs algériens porteurs de projets verts et les investisseurs américains dans le domaine de l'économie verte, indique un communiqué du ministère.

D'autre part, Mme. Moualfi a reçu, lors de la même journée, le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi.

Une rencontre, ajoute le ministère, qui intervient conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à associer la société civile, étant un élément essentiel dans la réalisation des objectifs du développement national.

Cette rencontre s'inscrit également dans le cadre de la sensibilisation des citoyens à la protection de l'environnement et la consécration d'une culture de consommation amie de l'environnement.

Dans ce contexte, la ministre a affirmé sa disponibilité à travailler de concert avec l'APOCE et d'autres organisations actives dans le domaine de la protection de l'environnement.

ANNABA

Incendie d'un navire de pêche: une commission ministérielle s'enquiert des dégâts et assister les sinistrés

Les membres d'une commission du ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques se sont enquis samedi de l'ampleur des dégâts de l'incendie et de naufrage d'un navire de pêche dans la baie d'Annaba jeudi dernier et ont promis l'accompagnement nécessaire aux sinistrés.

Le ministère "veille à assurer l'accompagnement nécessaire aux sinistrés de cet accident pour leur permettre de reprendre leur activité", a affirmé Amar Belaassel, cadre central de la direction de contrôle des activités de pêche et de régulation du marché au ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques, lors de sa visite à la tête de la commission au port de pêche « la Grenouillère » d'Annaba.

Il a également précisé que la prise en charge matérielle et morale des sinistrés des accidents affectant l'activité de pêche (professionnels et propriétaires d'embarcations) constitue "une priorité" pour les responsables de ce secteur stratégique et vital.

Après s'être enquis de la santé des six marins rescapés de cet accident, les membres de la commission ministérielle se sont entretenus avec les propriétaires du navire et nombre de professionnels.

Il a été question des aspects sécuritaires liés à l'exploitation et la maintenance des embarcations de pêche et à la couverture par l'assurance.

Un incendie a pris jeudi matin dans la baie d'Annaba sur le navire de pêche « Mohamed Zakaria » long de 21 mètres sur lequel se trouvaient six marins.

Le secteur de la pêche et l'aquaculture dans la wilaya d'Annaba a enregistré l'année passée trois accidents affectant des embarcations de pêche dont deux dus à des incendies, rappelle-t-on.

ANDI

Zeghdar : « Déblocage de 890 dossiers »

Le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar a annoncé, jeudi à Alger, le déblocage de 890 dossiers en suspens au niveau de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

Invité de l'émission «rencontre avec le médiateur de la République», diffusée par la Télévision algérienne, le ministre a précisé que plus de 1500 dossiers ont été déposés par des investisseurs, auprès de l'ANDI, pour bénéficier des avantages et des exonérations prévus par la loi sur l'investissement, mais ils sont restés sans suite pour des raisons judiciaires.

Soulignant que le traitement de ces dossiers se fait en «coordination» entre les ministères de l'Industrie et de la Justice, M. Zeghdar a indiqué que 890 dossiers ont été jusque là déblocqués après qu'il ait été établi qu'il n'existe aucune poursuite judiciaire contre leurs titulaires.

Parallèlement au traitement des dossiers de l'ANDI, le ministère de l'Industrie oeuvre à relancer les entreprises et les unités publiques à l'arrêt et en difficulté.

51 entreprises à l'arrêt et 32 autres en difficulté ont été recensées, a fait savoir le ministre rappelant la remise en service de plusieurs unités de ces entre-



prises, dont l'usine de fabrication de verre à Jijel (AFRICAVER), l'unité de production de jus à Taher, trois unités relevant de l'entreprise publique des industries électroniques à Sidi Bel Abbes et l'usine de production de levure de Bouchegouf (Guelma).

Pour sa part, le médiateur de la République, Brahim Merad a affirmé que les mesures d'urgence prises en application des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour déblocquer les projets d'investissement achevés et à l'arrêt pour des raisons

administratives, ont permis à ce jour de lancer 380 unités de production réparties sur 40 wilayas.

Ces projets permettent la création de 23165 d'emplois directs, sans compter les emplois indirects qui seront créés à la faveur de la mobilité économique engendrée par ces activités au niveau de leurs périmètres.

Il s'agit d'une démarche qui vise à rétablir la confiance entre les investisseurs et l'Etat, a-t-il dit, affirmant avoir perçu une grande satisfaction auprès des opérateurs dont l'intérêt sera axé désormais sur

la réalisation de leurs objectifs économiques.

Plus de 1000 assiettes foncières inexploitées récupérées

A une question sur le foncier industriel, le ministre a indiqué qu'il a été recensé 14600 terrains octroyés pour la réalisation de projets mais qui sont restés inexploités à ce jour.

Il a été procédé ainsi à la récupération de 1002 terrains d'une superficie de 400 hectares, a expliqué M.

Zeghdar qui a affirmé que toutes ces assiettes récupérées seront destinées aux véritables investisseurs dans les différentes wilayas.

Il a été également procédé à la révision du système juridique encadrant le domaine foncier.

Celle-ci a été finalisée en décembre dernier et se trouve actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement, a indiqué le ministre.

Ce nouveau système entrera en vigueur dès son approbation par le président de la République au niveau du Conseil des ministres, a-t-il ajouté.

COMMERCE

Les importateurs appelés à présenter leurs programmes prévisionnels annuels d'importation

Le ministère du Commerce et de la promotion des exportations a appelé, jeudi, les opérateurs économiques actants dans le domaine de l'importation des marchandises destinées à la vente en l'état, à présenter leurs programmes annuels prévisionnels d'importation.

Cette mesure intervient en application de l'article 15 du cahier des charges relatif aux engagements des sociétés commerciales exerçant l'activité d'importation des matières premières et marchandises destinées à la vente en l'état, annexé au décret exécutif N 21-94 du 9 mars 2021, modifiant et complétant le décret exécutif N 05-458 du 30 novembre 2005, et fixant les modalités d'exer-

cice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la vente en l'état.

Les opérateurs économiques actants dans l'importation des produits et marchandises destinés à la vente en l'état sont appelés à se rapprocher des services des directions de wilaya du commerce territorialement compétentes pour présenter leurs programmes prévisionnels annuels d'importation, conformément au modèle fixé, a indiqué le ministère dans un communiqué publié sur sa page facebook officielle.

Le ministère a fixé la date du 15 février 2022 comme dernier délai pour la présentation du programme prévision-

nel annuel pour les sociétés commerciales titulaires d'un certificat de conformité aux conditions requises pour l'exercice de l'activité d'importation des matières premières, produits et marchandises destinés à la vente en l'état. A compter de cette date, tous les certificats de conformité non accompagnés d'un programme annuel prévisionnel seront considérés comme non avenus, précise le document.

Pour les sociétés ne disposant pas d'un certificat de conformité, celles-ci sont tenues de fournir le programme prévisionnel annuel lors du dépôt de la demande d'obtention du certificat de conformité, obtenant la même source.

FORAGES

Allègement des méthodes de forage pour usage agricole

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, a instruit les responsables du secteur à l'effet de mettre en œuvre le dispositif d'allègement relatif aux méthodes techniques de forage des forages à usage agricole, et ce, pour répondre aux besoins en eau d'irrigation, notamment en cette période de stress hydrique.

Dans une note, dont l'APS détient une copie, adressée au directeur général de l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH), les directeurs des ressources en eau (DRE) des wilayas, ainsi que les walis, M. Hasni a demandé de mettre en œuvre le dispositif d'allègement relatif aux méthodes

techniques de forage des forages à usage agricole, adopté par la circulaire interministérielle n 49 du 23 février 2021.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre des facilitations accordées aux agriculteurs pour répondre aux besoins de leurs exploitations en eau d'irrigation, notamment en cette période de stress hydrique durement ressentie dans certaines wilayas du pays en raison de la baisse des réserves des barrages, lit-on dans cette note.

Pour la mise en œuvre de «façon adéquate» de ce nouveau dispositif, le ministre des Ressources en eau a évoqué le recours au «battage» comme méthode de forage palliative à l'insuffisance des

machines fonctionnant par «Rotary», et ce, après avis de l'ANRH.

L'ANRH devrait se prononcer sur la base d'un certain nombre de paramètres comprenant la profondeur du point d'eau, la nature géologique du terrain, la protection quantitative et qualitative de l'aquifère, a souligné M. Hasni.

L'autorisation d'utiliser la méthode de forage par «battage» pour la réalisation de forages à usage agricole est accordée par arrêté du wali sur la base des résultats de l'instruction technique de la demande de l'agriculteur, établie par la DRE conformément à l'avis formel de l'ANRH, est-il également mentionné dans cette ins-

truction. S'agissant des délais de traitement de la demande d'utilisation de la méthode de forage par «battage», elle doit être réceptionnée et traitée, selon le ministre, dans un délai maximum d'un mois par le même guichet unique installé au niveau des wilayas pour la délivrance des autorisations de réalisation des forages agricoles.

Par ailleurs, il est demandé aux responsables concernés de respecter «scrupuleusement les prescriptions techniques édictées par la circulaire interministérielle et de faire part de toute difficulté rencontrée quant à son application sur le terrain», rappelle la note

SOUK AHRAS 800 aides à la construction rurale à octroyer courant 2022

Pas moins de 800 aides à la construction rurale devraient être octroyées courant 2022 à Souk Ahras, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale du logement.

Le quota d'aides sera réparti sur l'ensemble des communes de cette wilaya frontalière à l'effet de fixer leurs populations dans les zones rurales et encourager l'activité agricole, a précisé à l'APS le directeur de wilaya du logement, Mostefa Bikaa.

Toutes les facilités ont été accordées pour la réalisation de ce type de logement, a assuré le même responsable, relevant que les bénéficiaires recevront chacun une aide de 700.000 DA pour la réalisation de leurs habitations.

La wilaya de Souk Ahras a attribué 33.276 aides au logement rural ayant permis la réalisation de



23.790 unités de ce type d'habitation au 30 novembre dernier, soit un taux de 87 %, a rappelé M. Bikaa, précisant que 760 logements ruraux sont actuellement en cours de

réalisation, alors que le nombre de logements non encore lancés s'élève à 3.726, soit 11 %.

Concernant les lotissements sociaux du programme des Hauts pla-

teaux et du Sud, 66 actes administratifs avec livres fonciers ont été remis aux bénéficiaires de 150 lots sociaux de la commune de Sidi Fredj et 100 autres actes devraient être délivrés courant 2022 dans les communes de Targuelt, Oued Kébrat, Sidi Fredj, Bir Bouhouch, Oum Laâdhaim, Zaârouria et Safel El Ouidène, a indiqué le directeur local du logement.

En 2021, plus de 10.000 logements de diverses formules ont été attribués à leurs bénéficiaires à Souk Ahras réduisant ainsi le taux d'occupation du logement de 5,59 à 4,04 en décembre dernier, a relevé M. Bikaa.

CNAS Plus de 600 entreprises à Oran bénéficient du rééchelonnement de leurs dettes

Plus de 600 entreprises ayant des créances auprès des services des assurances sociales de la wilaya d'Oran ont bénéficié de mesures de rééchelonnement de leurs dettes dans le cadre des dispositions exceptionnelles décidées par le Gouvernement, a-t-on appris jeudi auprès de l'agence de wilaya de la CNAS. Les dispositions exceptionnelles concernent l'exemption totale des amendes et pénalités de retard dans le versement des cotisations d'assurances sociales.

Plus de 600 entreprises débitrices ont bénéficié de rééchelonnement de leurs dettes et plus de 19.000 personnels actifs ont bénéficié de ces mesures, a précisé la même source.

Les mesures décidées par le Gouvernement en faveur de personnes et entreprises sont prises pour assurer le bon fonctionnement des entreprises après une léthargie due à la pandémie de coronavirus, rappelle-t-on.

Par ailleurs, l'agence CNAS a recensé, depuis le début de ce mois de janvier, le dépôt de 10.772 déclarations annuelles des salaires pour l'année 2021 parmi plus de 20.000 personnels inscrits à la CNAS où plus de 226.000 travailleurs ont bénéficié de divers avantages, notamment ceux relatifs à la mise à jour des cartes Chiffa. Pour rappel, les dispositions exceptionnelles restent valables jusqu'au 31 janvier en cours, dernier délai de dépôt des déclarations annuelles des salaires et des salariés, rappelle-t-on. L'agence de wilaya d'Oran ouvre exceptionnellement les vendredi et samedi pour permettre aux employeurs et entreprises endettés d'effectuer ces procédures.

ORAN - UNIVERSITÉ 54 postes de formation en cycle Doctorale ouverts pour l'année 2021-2022

Cinquante quatre (54) postes de formation en cycle doctorale au titre de l'année universitaire 2021-2022, ont été ouverts par l'Université d'Oran 2 «Mohamed Ben Ahmed», a-t-on appris de cet établissement universitaire.

Il s'agit de 54 postes au cycle doctoral ouverts dans 9 filières dans 4 domaines de formation au titre de l'année universitaire en cours, a-t-on précisé de même source.

A cet effet, 30 postes ont été ouverts dans le domaine des sciences économiques, commerciales et de la gestion

et trois postes pour chacune des 10 spécialités de ce domaine de formation.

Douze postes ont également été ouverts dans le domaine des langues étrangères (langues française et anglaise), en plus de 9 autres dans les sciences sociales et trois dans le domaine des sciences de la terre et de l'univers, a-t-on fait savoir.

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a fixé la période allant du 16 au 27 janvier pour le dépôt des demandes et des dossiers d'inscription en vue de la

participation aux concours de doctorat, à travers la plateforme numérique «Progress», dédiée à cet effet. La confirmation des choix se fera du 31 janvier au 4 février via le même outil, rappelle-t-on. Les dates des concours d'accès à ce cycle ont également été fixées, les 26 février et 12 mars pour les spécialités en sciences économiques, commerciales et de la gestion, les 5 et 12 mars pour les langues étrangères et le 3 mars pour des sciences de la terre et de l'univers, rappelle-t-on.

TLEMCEM Plus de 40 projets d'investissement concrétisés dans le secteur agricole

La wilaya de Tlemcen a initié la réalisation de 41 projets d'investissement dans le secteur de l'agriculture, lors de la précédente saison agricole 2020-2021, a-t-on appris de la Direction locale du secteur.

La même source a indiqué qu'il s'agit de 14 projets d'acquisition de tracteurs et de matériel agricole, ainsi que sept projets concernant la plantation d'arbres fruitiers, sept autres d'élevage de bétail, six concernant l'acquisition de matériel

d'irrigation, un projet de réalisation d'une unité de transformation de prunes et un autre pour la réalisation d'une huilerie pour huile d'olive, en plus de cinq projets de construction des structures d'élevage de volailles et de vaches. L'agrément a été accordé pour la concrétisation de ces projets par la commission technique de la wilaya chargée d'étudier les dossiers d'investissement dans le secteur agricole, parmi 50 dossiers

déposés, selon la même source. Les porteurs de projets ont bénéficié du crédit «Tahadi» auprès de la Banque de l'agriculture et du développement rural pour leur concrétisation.

Le nombre de projets dans le secteur agricole a augmenté par rapport à la saison agricole 2019-2020, qui a vu la concrétisation de 25 investissements, grâce aux facilités accordées par l'Etat aux porteurs de projets dans le but de créer de la richesse et des postes

d'emploi. Les communes retenues pour abriter ces projets se distinguent par la plantation d'oliviers, de vignes, de blé dur et d'orge, l'élevage de bétail, de volaille et d'abeilles, selon la même source. Les services agricoles de la wilaya cherchent à diversifier, à l'avenir, les produits agricoles dans ces zones et à motiver les agriculteurs à s'orienter vers la transformation des produits végétaux et animaux et l'exportation, rappelle-t-on.

EL-BAYADH 250 millions DA pour le renouvellement du réseau d'eau potable de trois communes

Une enveloppe de 250 millions DA a été allouée pour le renouvellement et la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable dans de nombreux quartiers de trois communes de la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris jeudi du directeur local des ressources en eau (DRE) Djebbar Belmerir.

L'enveloppe budgétaire, a indiqué à l'APS le DRE, a été allouée dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour le renouvellement du réseau d'eau potable à travers plusieurs quartiers du chef-lieu de la wilaya, à l'instar d'El Anasser, Chourouk et le quartier dit «Météo», en plus de quartiers des communes de Regassa et Brezina. Cette opération a été lancée, dernièrement, au niveau de la cité Météo, au chef-lieu de wilaya, et

des quartiers de la commune de Regassa, en attendant le lancement des travaux dont les délais ont été fixés à trois mois à travers les quartiers ciblés, totalisant 15.000 habitants.

D'autre part, des travaux de renouvellement et d'élargissement des réseaux d'eau potable et d'assainissement ont été lancés, dernièrement, dans de la wilaya déléguée de Labiod h Sidi Cheikh, notamment au niveau des quartiers Istiklal, Chouhada 2, Hai Gharbi, centre ville et cité 35 logements. Une enveloppe de 70 millions DA du budget de wilaya a été consacrée à ce projet dont les délais de réalisation ont été fixés à trois mois. Par ailleurs, les services de la DRE ont lancé une opération de réalisation et d'équipement de 12 puits artésiens au niveau

des communes d'El-Bayadh, Kef Lahmar, Mahara, Labiodh Sidi Cheikh et Arbouat. Le but étant de renforcer la distribution en ce liquide précieux en augmentant le nombre de puits, au côté de ceux déjà existants, à savoir 89 puits artésiens répartis à travers l'ensemble des communes de la wilaya. L'achèvement de cette opération, qui a nécessité une enveloppe de 500 millions DA, est prévu durant le second semestre de l'année en cours, selon la même source. Les travaux du projet de renouvellement du réseau d'assainissement de 16 quartiers du chef-lieu de la wilaya, dont le coût est estimé à 200 millions DA dans le cadre du programme sectoriel, seront achevés prochainement, a ajouté Djebbar Belmerir.

BISKRA 13 conventions pour la plantation d'environ 13.000 arbres

La Conservation des forêts de la wilaya de Biskra a conclu 13 conventions de partenariat avec des associations locales pour la plantation d'environ 13.000 arbres, a-t-on appris jeudi auprès de la Conservation. Les conventions ont pour objectif de concrétiser la coopération entre la Conservation des forêts de Biskra et les associations locales pour la réhabilitation du couvert végétal détruit par les feux de forêts notamment dans la forêt Mezbel dans la commune Mezraâ (60km à l'Est de Biskra) et la forêt de Djebel Nouassar dans la commune Ain Zaâtout 45km au nord, a précisé le conservateur de wilaya des forêts, Ali Ataf.

Les conventions signées concernent 4 associations activant dans le domaine de l'environnement, 6 associations de chasseurs, 2 associations caritatives et une (1) association de promotion des jeunes, a-t-il déclaré, précisant que chaque association se chargera de la plantation de 1.000 plants de Pin d'Alep et de cyprès, et ce dans le cadre des efforts de régénération du couvert végétal. Le même responsable a également salué les efforts des associations locales qui participent efficacement au reboisement, ajoutant que ces initiatives permettent aux associations de concrétiser leurs programmes environnementaux, notamment s'agissant de l'ancrage de la culture de préservation du couvert végétal et le reboisement chez les nouvelles générations, et ce avec la participation de la Conservation des forêts. Depuis le 25 octobre dernier, la Conservation des forêts de Biskra a entamé un programme de reboisement d'une surface de 25 ha dans les forêts de Mezbel et Djebel Nouassar ravagés par les feux de forêts durant l'été 2021, a relevé la même source.

HYDRAULIQUE Khenchela: réalisation prochaine de 21 puits profonds

Des projets de réalisation de 21 puits profonds seront lancés prochainement à travers plusieurs communes de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction des ressources en eau. Inscrits dans le cadre du programme complémentaire de développement spécifique à la wilaya de Khenchela, ces projets de réalisation, d'équipement et d'électrification de 4.000 mètres linéaires de puits profonds ont été retenus pour les communes confrontées à un déficit en eau potable, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Djamel Latrache. Les régions concernées sont situées dans les communes d'El Ouldja, N'sigha, El Hamma, Bouhama, Yabous, R'mila, Babar, Chélia, Taouzanet, Baghai, Chechar, Tamza, Djellal, Aim Touila, Khenchela et Ouled Rechache, a ajouté le même responsable qui a assuré que des projets similaires seront retenus pour d'autres localités. Un appel d'offres ouvert a été lancé, la semaine passée, et l'attribution temporaire des marchés sera annoncée en février prochain de sorte à permettre le lancement des travaux «avant la fin du premier semestre de l'année 2022», a ajouté le même responsable. L'inscription de ces 21 forages a pour objectif d'assurer l'eau potable et d'irrigation aux habitants des régions concernées dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations et la prise en charge de leurs préoccupations pour favoriser leur fixation dans les zones rurales et encourager les activités agricoles, a relevé M. Latrache.

PRODUITS FINANCIERS

La Cosob met en garde contre les appels de souscriptions non autorisés

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a mis en garde, jeudi, contre les appels de souscriptions de valeurs mobilières et autres produits financiers résultant d'un appel public à l'épargne non autorisé par ses services. Dans une note publiée sur son site web officiel, la Cosob a alerté le grand public au sujet de propositions d'investissement dans des valeurs mobilières et autres produits financiers qui s'inscrivent dans le cadre des opérations d'appel public à l'épargne non soumis préalablement au visa de la Commission.

Signalés par certains professionnels du marché financier, ces propositions «qui sont relayés par des sites internet ou des réseaux sociaux ou à travers des plateformes font souvent miroiter un rendement attrayant et sans risque», a précisé la Cosob, tout en appelant «à la vigilance du public, notamment les investisseurs en valeurs mobilières, de s'abstenir à investir dans ce genre de projets et leur demande de ne pas relayer ces publicités et ces appels à souscription auprès de tiers. S'adressant aux promoteurs de ces appels de financement, la note de la Cosob a insisté sur le respect des dispositions de l'article 41 du décret législatif 93-10 du 23 mai 1993, modifié et complété, relatif à la bourse de valeurs mobilières. Ce texte stipule que «toute société ou tout établissement public qui émet, par appel public à l'épargne, des titres financiers ou tout autre produit financier visé à l'article 30, doit au préalable publier une notice destinée à l'information du public et portant sur son organisation, sa situation financière et l'évolution de son activité. Toute société qui demande l'admission de ses titres aux négociations en bourse doit au préalable publier une notice». Cette notice doit être visée par la Cosob préalablement à sa publication, est-il également souligné dans cette note.

La notion d'appel public à l'épargne a été précisée aussi, selon la même source, par les dispositions de l'article 2 du règlement Cosob N 96-02 du 22 juin 1996, modifié et complété, qui stipulent que «le caractère public de l'appel à l'épargne résulte de la diffusion des titres au-delà d'un cercle restreint de personnes, de l'admission des titres aux négociations de la bourse des valeurs mobilières, du recours, pour le placement des titres, soit à des banques, des établissements financiers ou des intermédiaires en opérations de bourse, soit à des procédés de publicité quelconque, soit au démarchage».

Selon la note de la Cosob, «le recours par des promoteurs de ces projets à des procédés de publicité quel que soit le support (quotidiens de presse, sites électroniques, plateformes) ou à des activités de démarchage en vue de solliciter des souscriptions en valeurs mobilières et autres produits financiers tombent sous le coup d'une opération d'appel public à l'épargne». De ce fait, il a été rappelé aux initiateurs de ces opérations qu'ils sont tenus de «déposer, pour visa, auprès de la COSOB et préalablement à toute opération de souscription, un projet de notice d'information, deux mois au moins avant la date prévue de l'émission, et ce conformément aux dispositions du règlement Cosob. Pour la Commission, «le non respect de ces formalités réglementaires préalables entachera la régularité juridique de l'opération d'appel public à l'épargne et entraîne systématiquement l'annulation des titres créés».

En application des lois et règlements en vigueur et en sa qualité d'autorité de régulation, la COSOB se réserve le droit de prendre toutes les mesures légales à l'adresse des «sociétés contrevenantes», a-t-on précisé dans la note.

FINANCES - GIE MONÉTIQUE Le paiement par internet possible sur plus de 150 sites webmarchands

Plus de 150 sites web-marchands offrent à leurs visiteurs la possibilité de régler leurs achats par carte interbancaire (CIB) ou carte Edahabia, selon les données publiées par le Groupement d'intérêt économique de la monétique.

Le nombre des web-marchands ayant intégré la plateforme de paiement sur internet en Algérie a atteint 153 au terme de l'année 2021, contre 70 une année auparavant, soit une hausse de 118,57%, précise GIE Monétique. Ce chiffre englobe des sociétés de différentes activités économiques, allant du secteur des assurances jusqu'à celui de l'administration publique, en passant par ceux de la téléphonie mobile, des transports, du tourisme. La vente des biens représente la plus grande portion de l'activité des web-marchands avec 48 sites, suivie par les services numériques (ventes de logiciels, hébergements web, clouding, rechargement...), les services touristiques (agences de voyages, réservation d'hôtels...) et les assurances/assurances sociales avec, respectivement, 23, 21 et 15 sites. Parmi les opérateurs homologués pour le paiement sur internet, on trouve également des sociétés de distribution de l'électricité/gaz et de l'eau (8 sites), des opérateurs qui offrent des services de formation (6), services financiers (2), immobiliers (3), sportifs (3), médicaux (2), sportifs, administratifs et autres (7). La liste comprend aussi 4 opérateurs dans les télécommunications, 3 entreprises de presse, 3 entreprises actives dans le transport aérien et ferroviaire, 2 opérateurs VTC (véhicules de transport avec chauffeur) ainsi que 3 organismes socio-professionnel. Par ailleurs, le bilan du GIE Monétique fait ressortir une hausse du nombre global des transactions en 2021 avec 7.821.346 transactions d'un montant de 11,8 milliards de dinars. Le paiement par internet



enregistre ainsi une croissance annuelle remarquable qui a atteint 70,25% par rapport à 2020 en matière de nombre de transactions et 106,07% en matière de valeur des transactions. Par secteur d'activité, il est noté que la vente des biens a connu une importante hausse depuis son lancement en janvier 2020, enregistrant un total annuel de 13.468 transactions en 2021, contre 235 transactions en 2020, soit une croissance annuelle de 5631%. Ensuite, vient le secteur des transports avec un total annuel de 72.164 transactions, ce qui représente une hausse de 535,81% par rapport à 2020 où il a été enregistré un total de 11.350 transactions, suivi du service administratif avec 155.640 transactions, soit une hausse de 127,56% sur un an.

Quant aux transactions électroniques effectuées par des terminaux de paiement électroniques (TPE), elles ont enregistré une hausse de 202,14%, en passant 711.777 transactions en 2020 à 2.150.529 en 2021. Le montant de ces transactions a augmenté de 219,26% pour atteindre 15,12 mil-

liards de dinars en 2021 (contre 4,73 milliards de dinars en 2020). Cela au bénéfice d'une augmentation de l'ordre de 10,64% du nombre de TPE placés auprès des commerçants à travers le réseau des accepteurs, avec un total

de 37.561 terminaux contre 33.945 appareils, un an avant. D'autre part, le GIE Monétique a relevé que le parc des distributeurs automatiques de billets (ATM) a enregistré une très légère hausse en 2021 avec 3.053 appareils installés contre 3.030 appareils en 2020. Toutefois, le nombre de transactions sur ATM a évolué de 50,14% en 2021 avec 87,7 millions de transactions enregistrées d'un montant de l'ordre de 1,728,9 milliards de dinars (-61,13%).

Le GIE Monétique précise que ces statistiques englobaient l'activité monétique réalisée par les cartes CIB et Edahabia, et ce, suite à l'adhésion d'Algérie Poste au GIE Monétique et la réalisation de l'interopérabilité entre les deux types de cartes, entrée en production depuis le 5 janvier 2020.

Répartition des transactions par secteur d'activité

Le paiement par internet en Algérie a continué sa croissance en 2021 avec plus 7,8 millions de transactions effectuées dans les différents secteurs d'activités, ce qui représente une hausse de 70,25% par rapport à 2020. Voici la répartition, par secteur d'activités, des transactions effectuées durant l'année 2021, et leur évolution comparativement à 2020. (Source: GIE Monétique):

Secteur/ Nombre de transactions 2021 / 2020 / Evolution
-Télécoms: 6.993.135 / 4.210.284 / 66,10%
-Transports: 72.164 / 11.350 / 535,81%
-Assurances: 8.372 / 4.845 / 72,80%
-Electricité/Eau: 120.841 / 85.676 / 41,04%
-Services administratifs: 155.640 / 68.395 / 127,56%
-Prestataires de service: 457.726 / 213.175 / 114,72%
-Vente de biens: 13.468 / 235 / 5631,06%
-Nombre total des transactions: 7.821.346 / 4.593.960 / 70,25%
-Montant global: 11.176.457.536 dinars / 5.423.727.075 dinars / 106,07%

CARBURANT

Naftal compte construire un pipeline pour le transport de gaz butane et propane d'Arzew vers la capitale

Le PDG de Naftal, Mourad Menouar, a annoncé jeudi un projet de construction d'un pipeline pour le transport de gaz butane et propane d'Arzew vers Alger afin d'améliorer la distribution de ces produits énergétiques et de réduire leur coût. Dans un entretien au quotidien Al-Khabar, M. Menouar a précisé que Naftal comptait réaliser un «grand projet de construction d'un pipeline pour le transport de gaz butane et propane directement d'Arzew vers la capitale», expliquant que les villes situées sur sa trajectoire et disposant de centres de stockage pourront être alimentées directement à partir du pipeline. La capitale est actuellement approvisionnée par navires à partir d'Arzew. Une fois déchargée, une partie de la cargaison est acheminée par voie terrestre vers d'autres villes, comme Chlef, a fait savoir le responsable, soulignant que le pipeline apportera des solutions «durables», car le transport par camions comporte des risques (accidents et pollution environnementale). Le PDG de Naftal a assuré que toutes les mesures et dispositions nécessaires avaient été prises pour approximer la population en gaz butane, y compris dans les zones reculées, afin d'éviter toute crise d'approvisionnement, notamment en hiver où la demande explose.

«La situation est sous contrôle, sauf cas de force majeure», a-t-il dit, expliquant que «toutes les mesures ont été prises et les plans d'approvisionnement de base et les plans alternatifs pour chaque région ont été mis en place, avec la possibilité de passer rapidement d'une alternative à l'autre».

Concernant l'approvisionnement des zones enclavées ne disposant pas de points de distribution du butane, il a fait savoir que la société a conclu des accords avec

les présidents des APC, en vue d'affecter des espaces comme points de stockage, ajoutant que Naftal «a tiré les enseignements» des crises enregistrées auparavant.

Pour M. Menouar, la capacité de production de Naftal concernant l'enfûtage des bouteilles de gaz peut atteindre deux millions de bouteilles quotidiennement en cas d'emploi de trois équipes quotidiennement et de mise en marche des centres d'enfûtage tout au long du jour. Néanmoins, selon M. Menouar, le plus haut niveau de consommation et des ventes actuelles est de 650.000 bouteilles par jour «et ne se produit dans l'année qu'une ou deux fois».

Il a affirmé, d'autre part, que le nombre des bouteilles en circulation actuellement sur le marché s'élève à 20 millions d'unités, mais Naftal se voit contraint d'acquérir 500.000 bouteilles chaque année et les injecter sur le marché en vue de remplacer les bouteilles endommagées, à l'effet d'éviter toute perturbation dans la commercialisation, ce qui constitue un autre fardeau financier sur la société.

Hausse des ventes de Naftal de 9% en 2021

Répondant à une question que les véhicules équipés de Sirgaz (kits de Naftal fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié carburant GPLC), M. Menouar a fait savoir que leur nombre a atteint depuis le début du projet, 660.000 véhicules, dont 200.000 véhicules dont les kits ont été assemblés par Naftal avec ses propres moyens et dans ses centres, tandis que la société contribue indirectement dans le nombre restant à savoir 400.000, à travers la mise à disposition des kits ou à travers la formation des agents chargés de l'assemblage. Selon le

PD-g, les stations qui assurent le gaz de pétrole liquéfié carburant GPLC représentent environ 45% du total des stations de Naftal. En 2021, les quantités commercialisées du GPLC ont dépassé 1 million de tonnes en plus de 300.000 tonnes vendues par le biais d'opérateurs privés. S'agissant du bilan de la société de l'année dernière, M. Menouar a fait état d'une hausse de 9% en matière des ventes de Naftal par rapport à 2020, affirmant que ce taux reste loin de celui de 2019. Toutefois, ces chiffres démontrent un «retour progressif» aux niveaux de l'avant pandémie, a-t-il souligné, ajoutant qu'il faut attendre, au moins, deux ans pour atteindre le niveau de 2019, «mais nous sommes dans la bonne voie». Concernant le positionnement de Naftal sur le marché africain, M. Menouar a rappelé l'activation de la convention signée avec le Groupe public du transport terrestre de marchandises et de Logistique (Logitrans), ce qui a permis d'effectuer plusieurs opérations d'exportation vers la Mauritanie et le Niger, dont la dernière a été effectuée le 28 décembre dernier à l'occasion du Salon Assihar à Tamanrasset, où 250 tonnes de bitumes ont été exportés vers le Niger. Par ailleurs, le même responsable a fait savoir que Naftal bénéficiera de la réalisation du projet relatif Tindouf à Zouerate (Mauritanie), ajoutant que la compagnie sera le fournisseur exclusif de ce projet de bitume et de carburant durant les travaux. Aussi, le PDG de Naftal a annoncé que la société lancera à l'occasion des festivités du 24 février prochain une application mobile «Naftal Services». Développée par des ingénieurs de Naftal, cette application assurera plusieurs services et orientations au profit de ses usagers.

ENERGIE

Le pétrole toujours plus haut, avec la crise ukrainienne

Les prix du pétrole ont poursuivi leur hausse vendredi, propulsant à nouveau le Brent au-dessus des 90 dollars le baril, l'escalade des tensions géopolitiques en Ukraine et en Russie laissant toujours planer un risque sur l'approvisionnement en brut.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a gagné 0,77% à 90,03 dollars, un plus haut depuis octobre 2014 déjà atteint mercredi. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois a conclu en hausse de 0,24% à 86,82 dollars. Les marchés mondiaux du pétrole ont prolongé leur course à la hausse et ont de nouveau grimpé à des sommets de sept ans, alors que les tensions militaires en Ukraine ainsi que l'offre plus étroite, ont contrecarré l'annonce de la Fed faite cette semaine sur les taux d'intérêt. Mercredi, en évoquant une hausse des taux des mars et de possibles montées successives ensuite, le président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell avait relancé le dollar, ce qui avait mo-



mentanément affecté les prix du brut jeudi. Mais vendredi, le Brent comme le WTI avaient rapidement récupéré leurs pertes, «qui étaient de toute façon mineures», commente Carsten Fritsch, analyste chez Commerzbank.

Les craintes d'une flambée des tensions géopolitiques ont déjà balayé les facteurs baissiers. L'incertitude persistante autour de la crise

ukrainienne pourrait mettre en péril une partie importante des flux pétroliers russes si les pourparlers diplomatiques échouent et si les sanctions sur les exportations d'énergie se matérialisent.

«L'invasion de l'Ukraine par la Russie est un facteur de risque important», constate également Bjarne Schieldrop, analyste chez

Seb, «même si la plupart des observateurs estiment que la probabilité d'une invasion totale est faible».

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont affirmé vendredi dans une déclaration commune qu'ils travaillaient à la fourniture de «volumes additionnels de gaz naturel» pour l'Europe, afin de faire face à un éventuel contre-coup d'une invasion russe de l'Ukraine.

La semaine prochaine, les investisseurs vont aussi tourner leur regard vers la prochaine réunion de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires), prévue mercredi. Elle «ne devrait pas ébranler les marchés, avec une nouvelle augmentation de 400.000 barils par jour pour mars déjà bien signalée», affirme Han Tan, analyste chez Exinity.

AGRICULTURE

La FAO appelle «à inverser le processus de dégradation des sols»

Pollution, salinisation, érosion : la FAO appelle à «inverser le processus de dégradation des sols», qui touche déjà un tiers d'entre eux sur la planète, pour pouvoir nourrir une population croissante, protéger la biodiversité et régler la crise climatique.

Les pratiques agricoles non durables, la surexploitation des ressources naturelles et la croissance démographique exercent une pression accrue sur les sols. Un tiers sont déjà dégradés dans le monde - jusqu'à 70% pour les sols européens - et des spécialistes estiment que l'érosion des sols pourrait entraîner une perte de 10% de la production agricole d'ici à 2050», selon un communiqué de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) diffusé vendredi à l'occasion d'un Forum mondial à Berlin.

Cette dégradation des sols a déjà provoqué «la libération de 78 gigatonnes de carbone dans l'atmosphère (une gigatonne équivaut à la masse de 10.000 porte-avions américains en pleine charge)», alors que «les sols pourraient piéger jusqu'à 2,05 pétagrammes (mégatonnes) d'équivalent CO2 par an, ce qui permettrait de compenser jusqu'à 34% des émissions de gaz à effet de serre provenant des terres agricoles».

Or la FAO estime que les systèmes agricoles - le réseau complexe et interconnecté que constituent les sols, les terres et l'eau - ont atteint leur «point de rupture». Avec l'érosion, les principales menaces sont la pollution et la salinisation des sols. La FAO pointe à nouveau une «utilisation excessive ou inappropriée de produits agrochimiques», dont la production annuelle mondiale «devrait augmenter de 85% d'ici à la fin de la décennie». La salinisation touche «160 millions d'hectares de terres cultivées dans le monde» et «entraîne chaque année une perte de productivité sur une superficie de 1,5 million d'hectares». Pour mieux repérer les situations critiques, la FAO a lancé en octobre une «carte mondiale des sols touchés par la salinisation», un projet conjoint auquel participent 118 pays et des centaines de collecteurs de données. L'objectif est de renseigner les décideurs amenés à faire face à l'adaptation au changement climatique et en amont de projets d'irrigation. «Il faut en faire davantage», plaide l'organisation, qui appelle les pays à investir plus, non seulement pour une gestion durable des sols mais aussi pour la sécurité foncière.

CHICAGO

Maïs et soja au plus haut en sept mois, le blé soutenu par la crise ukrainienne

Les cours des produits agricoles ont repris leur course en avant vendredi à Chicago, dopés par des réductions d'estimation de production en Amérique latine et par l'annonce de fortes ventes à l'exportation.

Le prix du maïs et du soja ont ainsi atteint leurs plus niveaux depuis sept mois. «Tous les feux étaient au vert pour une montée des cours vendredi», a résumé Dan Cekander de DC Analysis. «Tout le monde est en train de réviser à la baisse les estimations de production de soja en Amérique du Sud, spécialement au Brésil» à cause de l'impact d'un temps trop sec, a indiqué l'analyste. Pour le Brésil, un des plus gros producteurs mondial de soja, les estimations de production descendent autour de 130 millions de tonnes «voire moins, alors que le département américain de l'agriculture (USDA) en est encore à 139 millions de tonnes», a expliqué l'analyste. Le prochain rapport Wasde, qui évalue mensuellement les estimations de rendements, de pro-

duction et de stocks mondiaux pour les Etats-Unis et le monde, est prévu pour le 9 février.

L'évaluation de la production de maïs de l'Argentine a aussi été réduite à 51 millions de tonnes contre 54 millions dans le dernier rapport Wasde, selon l'attaché de l'USDA en Argentine, a indiqué Kevin Stockard de CHS. La montée des cours, qui avait enregistré une pause jeudi avec le gonflement du dollar, intervient dans un contexte de flambée des cours des matières premières.

Les contrats sur le pétrole ou l'huile de palme sont à leur plus haut niveau depuis plusieurs années, a relevé Dan Cekander. «Comme ajoutant de l'huile sur le feu» de la montée des cours, le ministère de l'Agriculture a en outre annoncé d'importantes ventes à l'exportation.

La Chine a acheté pour 264.000 tonnes de soja et 251.500 tonnes de maïs sont parties vers une destination inconnue. «L'acheteur pourrait être le

Mexique, qui achète parfois un tel volume, mais cela peut aussi être encore la Chine», a précisé l'analyste de DC Analysis.

«Les Chinois ont encore besoin d'acheter et ils sont dans une position difficile car avec la montée des cours, le marché s'éloigne d'eux», a-t-il ajouté. En outre, 141.514 tonnes de soja ont été vendues au Mexique. Quant au blé, il était de nouveau soutenu par les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie, deux importants producteurs de la céréale. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mars 2022 a avancé de 1,19% à 7,8625 dollars contre 7,7700 dollars à la précédente clôture. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison le même mois a grimpé de 1,71% à 6,3600 dollars, un plus haut depuis mi-juillet, contre 6,2525 dollars jeudi. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mars a gagné 1,50% à 14,7000 dollars, un sommet depuis mi-juin dernier, contre 14,4825 dollars la veille.

CÉRÉALES

Les prix du blé en hausse sur le marché européen

Les prix du blé étaient en hausse vendredi à la mi-journée sur le marché européen, soutenus notamment par un repli de l'euro face au dollar. Sur Euronext, le prix du blé tendre gagnait un euro à 278,25 euros la tonne sur l'échéance de mars et un euro sur celle de mai à 276 euros la tonne, pour environ 7.000 lots échangés.

Le prix du maïs gagnait 1,50 euro sur l'échéance de mars à 256,25 euros la tonne et de 2,25 centimes sur celle de juin à 256 euros la tonne, pour environ 450 lots échangés. Les marchés restaient très volatils, attentifs à l'évolution des tensions entre la Russie et l'Ukraine. Sur la scène internationale, un nouvel appel d'offres de l'Egypte sera suivi de près par les opérateurs «compte tenu du regain de compétitivité» du blé français à la suite du repli des cours ces derniers jours, conjugué à un repli de l'euro face au dollar. A noter également, la révision à la hausse en janvier par la Commission européenne de son estimation de stocks de blé, à 13,3 millions de tonnes (contre 12,9 en décembre), «du fait d'une révision à la hausse des importations».



Au contraire, les stocks d'orges sont revus en baisse, tout comme ceux de maïs, du fait d'une hausse des exportations euro-

peennes. En Amérique du Sud, les nouvelles sont encourageantes pour le maïs, avec des conditions de cultures meilleures en Argentine et une estimation de production en hausse pour les deux récoltes brésiliennes, rapporte InterCourtage. Le ministère brésilien de l'Economie rurale table notamment sur 15,2 millions de tonnes pour la deuxième récolte (safriinha), de loin la plus importante, en hausse de 165% par rapport à l'année dernière. Après la flambée

des cours en 2021, le CycloPe, baromètre des marchés mondiaux des matières premières, s'attend, hors événement géopolitique ou climatique majeur, à un retour à la normale en 2022, voire à des baisses de prix sur certains produits en raison notamment du ralentissement de la croissance chinoise.

Au total, il prévoit que la hausse des prix des matières premières sera limitée à 4% en moyenne, dans ses prévisions annuelles publiées jeudi. Les fortes hausses des denrées alimentaires l'an passé sont dues essentiellement à la Chine, devenue en 2021 le premier importateur mondial de céréales en augmentant notamment de 152% ses achats de maïs, ce qui en retour a fait grimper les cours.

USA

La consommation ralentit en décembre, les revenus des ménages augmentent

La consommation a marqué le pas en décembre aux Etats-Unis, l'activité économique ayant été perturbée par le variant Omicron, tandis que les revenus des ménages ont progressé, mais moins qu'attendu, selon les données du département américain du Commerce publiées vendredi. Les dépenses des ménages ont, comme prévu, reculé de 0,6% en décembre par rapport à novembre. La hausse des dépenses dans les services (+0,5%), et notamment en services de santé, n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des achats de biens (-2,6%), plombée par le recul des ventes de voitures. Par ailleurs, la consommation avait été forte les deux mois précédents, les Américains ayant réalisé leurs achats de fin d'année avec de l'avance par peur des pénuries. Les revenus des ménages ont eux progressé de 0,3%, un peu moins que ce qui était anticipé par les analystes, et en ralentissement par rapport aux deux mois précédents. En décembre, le cas de Covid-19 ont entraîné des restrictions et des perturbations continues dans l'activité des entreprises dans certaines régions du pays», souligne le département du Commerce dans son communiqué. Côté revenus, «les prestations sociales gouvernementales ont diminué, reflétant principalement la fin des programmes d'aide liés à la pandémie» et la hausse des revenus «reflète surtout une augmentation de la rémunération qui a été en partie contrebalancée par une diminution du revenu des propriétaires», est-il précisé. L'inflation a par ailleurs ralenti sur un mois, selon l'indice PCE, celui qui privilégie la banque centrale américaine (Fed), et les prix ont augmenté de 0,4% par rapport à novembre. En excluant les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, la hausse des prix sur un mois est stable par rapport à novembre, à 0,5%. Par rapport à décembre 2021, la hausse des prix est au plus haut depuis 1982, à 5,8%. La hausse est de 4,9% pour l'inflation sous-jacente. Le département du Commerce avait communiqué jeudi, une autre mesure de l'inflation PCE, et qui comparait l'ensemble de l'année 2021 à l'ensemble de l'année 2020, et avait fait état d'une hausse des prix de 3,9%.

ALGER Démantèlement d'un réseau international spécialisé dans le trafic d'êtres humains, l'escroquerie et la fraude

La brigade de recherche de la gendarmerie nationale (GN) à Alger a réussi à démanteler un réseau criminel composé de six (06) personnes, avec l'implication de quatre (04) agences touristiques opérant dans les wilayas d'Alger et Boumerdes, spécialisé dans le trafic d'êtres humains et la fraude.

«Le réseau criminel fait passer clandestinement des personnes vers des pays étrangers en utilisant de faux papiers, avec la complicité de personnes activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays, en échange d'énormes sommes d'argent, les victimes étant exposées à la fraude et à l'escroquerie», indiquent jeudi les services de la Gendarmerie nationale dans un communiqué.

Le réseau criminel, note la même source, adopte une «méthode criminelle dans les transactions financières illégales, lors desquelles les membres recourent aux outils illégaux (cartes de paiement électroniques et monnaies virtuelles) afin de transférer des fonds en devise vers et de l'étranger, pour échapper au contrôle et ne pas laisser de traces de leurs transactions financières suspectes».

L'opération a permis «la saisie d'un grand nombre de passeports, de permis de conduire internationaux, de cartes de paiement électroniques et de PC utilisés dans la falsification de divers documents et sceaux», selon la même source.

Ont également été saisis «des téléphones portables dotés d'applications utilisées dans la conversion d'argent en devise, ainsi que de grosses sommes d'argent en monnaie nationale et en devise».

Après parachèvement des procédures légales, les détenus seront «présentés devant les juridictions compétentes», a conclu le communiqué.

JIJEL Saisie de 29 drones équipés de caméras



Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Jijel ont saisi 29 drones équipés de caméras et arrêté deux suspects, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de ce corps d'arme.

L'opération a été concrétisée suite à une information reçue par la brigade de recherche du groupement territorial de la Gendarmerie nationale selon laquelle un individu faisait la promotion de drones sur sa page sur le réseau social Facebook, a-t-on précisé.

Un plan d'action a été établi et s'est soldé par l'arrestation du suspect à bord de sa voiture avec en sa possession un drone équipé d'une caméra, selon le document du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Jijel.

Après le parachèvement des procédures juridiques nécessaires, les gendarmes ont procédé à la perquisition du domicile du mis en cause, où huit (8) drones de même type ont été saisis, ainsi qu'un téléphone portable et un ordinateur portable qui étaient dissimulés dans un placard de la chambre du suspect.

L'enquête a permis par la suite d'identifier un deuxième suspect qui a été appréhendé dans un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Constantine-Jijel, a-t-on indiqué de même source, ajoutant qu'après une fouille, 20 autres drones similaires ont été saisis.

CANNABIS Plus de 66 tonnes saisies en onze mois, la moitié dans la région Ouest du pays

Plus de 66 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie durant les onze premiers mois de l'année 2021, dont 45,87% dans la région Ouest du pays», selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT).

«Au total, 66 640,237 kg de résine de cannabis ont été saisis durant les onze premiers mois de l'année 2021, dont 45,87% dans la région Ouest du pays», a précisé l'Office dans son rapport, se référant au bilan des services de lutte contre les stupéfiants (Gendarmerie nationale, DGSN et Douanes).

La quantité de résine de cannabis saisie durant cette période de référence a enregistré une baisse de 13,46% par rapport à la même période de l'année 2020, selon la même source.

S'agissant des drogues dures, la quantité de cocaïne saisie en Algérie a enregistré une hausse «substantielle», passant de 29 854,947 grammes durant les onze premiers mois de 2020 à 502 858,866 grammes à la même période de l'année 2021, soit une augmentation de 1584,34%, révèle le même



bilan. La quantité d'héroïne saisie a, par contre, baissé de 21,74%, passant de 2 371,518 grammes à 1 855,982 grammes durant la même période de référence.

Les saisies des substances psychotropes ont connu un léger recul, passant de 5 709 258 à 5 037 472 comprimés durant cette même période, soit une baisse de 11,77%, note le

même rapport. Selon les investigations menées par les services concernés, 68.405 individus ont été impliqués dans des affaires liées à la drogue, en hausse de 12,91%, dont 220 étrangers, selon le même bilan qui fait état de 2012 personnes en fuite.

Les données de l'ONLDT révèlent également que parmi les personnes impli-

quées, 13.094 sont des trafiquants, alors que 27.749 sont des usagers et 50 des cultivateurs de cannabis et 12.120 sont des trafiquants de substances psychotropes et 14.843 autres en sont des usagers.

S'agissant du trafic des drogues dures, il concerne 247 trafiquants et 157 usagers de cocaïne, et 85 trafiquants et 52 usagers d'héroïne.

Durant la même période, 55.049 affaires ont été traitées par les services de lutte, contre 48.971 affaires traitées à la même période de l'année 2020, soit une augmentation de 12,41%.

Sur le total de ces affaires traitées, 16.264 sont liées au trafic illicite de la drogue, 38.751 autres affaires relatives à la détention et à l'usage de drogue, et 34 affaires liées à la culture de drogues (cannabis et opium), conclut la même source.

DROGUE Plus de 6.700 toxicomanes pris en charge durant le 1^{er} semestre 2021

Plus de 6.700 toxicomanes ont bénéficié d'une prise en charge médicale et thérapeutique durant le premier semestre de l'année 2021, selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), qui relève que le cannabis représente 36,17% des produits de drogues consommés.

«Au total, 6.799 toxicomanes ont

bénéficié d'une prise en charge médicale et thérapeutique durant le premier semestre de l'année 2021, dont 2.832 bénéficiaires sont âgés entre 16 et 25 ans, soit 41,65%», a précisé l'Office.

Concernant les tranches d'âge des toxicomanes traités durant cette période, le bilan fait état également de 2.705 personnes âgées entre 26 et 35 ans, 1.195 ont plus de 35 ans et 67 ont

moins de 15 ans. Ce bilan, établi sur la base des statistiques fournies par les services de lutte contre les stupéfiants, précise, en outre, que 1.857 de ces toxicomanes sont mariés et 4.239 autres sont célibataires, alors que 529 sont des femmes.

Le bilan relève également que 53,7% du nombre total de ces toxicomanes sont sans emploi.

GHARDAÏA Arrestation de dix individus pour leur implication dans divers affaires

Dix (10) individus dont trois (3) faisant l'objet d'avis de recherche et deux mandats d'amener pour leur implication présumée dans divers affaires criminelles ont été appréhendés par les éléments de la sûreté de Gharadaïa, a indiqué samedi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps sécuritaire. L'arrestation de ces individus a eu lieu dans les

différents quartiers et localités de la wilaya, suite à des opérations policières visant à lutter contre les filets de maux sociaux, a précisé le texte, ajoutant que le pointage effectué dans la base des données des personnes recherchées, a montré que ces mis en cause aux antécédents judiciaires font également l'objet d'avis de recherche pour leur implication dans des affaires de

trafic de drogue, de psychotropes et de boissons alcoolisées ainsi que d'escroquerie financière, chèques sans provision. Les investigations ont permis la saisie d'une quantité de drogue, des comprimés de psychotropes et des boissons alcoolisées, a-t-on ajouté. Une perquisition effectuée à l'intérieur d'un véhicule a permis aussi la saisie d'un fusil de chasse et une trentaine de car-

touches (calibre 16 millimètres) détenu sans autorisation ni permis de chasse, selon la même source. Les dix mis en cause âgés entre 21 et 48 ans ont été placés en garde à vue pour les besoins de l'enquête, menée sous la supervision du parquet compétent afin d'élucider les circonstances de leur implication dans différentes affaires, a-t-on conclu.

CONSTANTINE Cinq personnes mortes par asphyxie au monoxyde de carbone à Ali Mendjeli et dans la commune de Zighoud Youcef

Cinq personnes ont trouvé la mort dans la nuit de vendredi à samedi asphyxiées au monoxyde de carbone dans la wilaya de Constantine dont quatre membres d'une même famille dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli et une autre dans la commune de Zighoud Youcef, a-t-on appris auprès de la direction de la protection civile de la

Wilaya. Il s'agit de quatre membres d'une même famille décédés suite à l'inhalation du monoxyde de carbone émanant d'un chauffage dans un appartement dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, a indiqué le chef de service de prévention à la direction de la protection civile, le capitaine Abderramane Lagrara, dans une déclaration à l'APS. Les

victimes sont le père (65 ans), la mère (61 ans), une jeune fille de 31 ans et un jeune homme de 25 ans, a ajouté le responsable, précisant que les éléments de la protection civile qui sont intervenus à 21h38 et ont découvert les quatre corps inertes.

Les éléments de la protection civile sont également intervenus à 22h 10 pour transporter la

dépouille d'un jeune homme de 31 ans asphyxié au monoxyde de carbone émanant d'un réchaud traditionnel (tabona) à la cité Sidi Larbi dans la commune de Zighoud Youcef vers la morgue de l'hôpital de la ville.

Les services de sécurité ont, de leur côté, ouvert une enquête concernant ces deux incidents.

MAROC

Des manifestations populaires pour revendiquer l'accès à l'eau potable

Le Maroc connaît depuis des mois des manifestations populaires appelant à une solution à la crise d'accès à l'eau potable, créée par la politique de distribution de cette matière devenue de plus en plus rare en raison de la baisse de la pluviométrie, rapportent les médias.

La soif et la pénurie d'eau ont incité les Marocains au cours des derniers mois à organiser des manifestations appelant à une solution à cette crise, indique le site d'information «independentarabia».

Selon la même source, le problème de la rareté de l'eau au Maroc est dû à l'équation d'une demande accrue et d'une diminution du niveau des précipitations au cours des dernières années.

Alors que la consommation des ménages et du secteur industriel ne dépasse pas 20%, la crise de pénurie d'eau au Maroc est directement liée au champ d'irrigation, qui consomme à lui seul environ 80% de l'eau du pays.

Le Conseil économique, social et environnemental marocain avait précédemment tiré la sonnette d'alarme en 2019 sur la situation de pénurie d'eau, avertissant de la possibilité que la situation s'aggrave à l'avenir.

En ce qui concerne les ressources en eau, la situation au Maroc est devenue préoccupante, poursuit le site, étant donné que ses ressources en eau sont actuellement estimées à moins de 650 mètres cubes par habitant et par an, contre 2500 mètres cubes en 1960, et on s'attend à ce que cette quantité soit inférieure à



500 mètres cubes d'ici 2030.

Le Conseil explique que certaines études internationales indiquent que le changement climatique pourrait entraîner la perte de 80% des ressources en eau disponibles dans le Royaume d'ici 25 ans, considérant que malgré leur diminution constante, la consommation excessive des ressources en eau, en particulier des eaux souterraines, augmente au Maroc, sans respect strict de ce qui est exigé par la loi pour l'exploitation des ressources en eau, en plus de la faiblesse enregistrée dans l'efficacité des mécanismes de contrôle.

Le Maroc connaît cette année une baisse des réserves d'eau de 59%, et une baisse du

taux de remplissage des barrages, qui a atteint jusqu'à présent 34%, ce qui, selon le ministre de l'Eau, constitue une grande pression, expliquant que dans la logique des changements climatiques, le pays connaîtra des années de sécheresse et aussi des années d'inondations, ce qui nécessite la protection de nombreuses zones.

Rappelant que ces dernières années certaines villes marocaines ont connu des protestations populaires en raison de la difficulté d'accès à l'eau potable, à l'heure où celle-ci continue, d'autres villes utilisent l'eau potable pour irriguer les espaces verts, en plus de la persistance de certaines cultures très

gourmandes en eau.

La ville de Zagora est la ville qui a connu des manifestations répétées au cours de la dernière période connues sous le nom de «manifestations de la soif», appelant à l'approvisionnement en eau potable de la population.

Les autorités de sécurité sont alors intervenues pour disperser les manifestations pacifiques et ont arrêté 21 personnes, pour la plupart des jeunes.

Face à cette réalité, le responsable de l'Association marocaine pour la Décennie mondiale de l'eau (non gouvernementale) Mahdi Lahlou a mis en garde contre l'éclatement d'une crise de l'eau dans plusieurs régions de son pays, notamment face à l'expansion des villes, pointant que certaines villes se plaignent du problème de l'eau, comme Sidi Suleiman, Oued Zem et Tétouan. Dans son entretien avec l'Agence Anadolu, Lahlou a mis en garde contre «l'ignorance du problème de la rareté de l'eau dans le pays», et a souligné la nécessité de tenir compte de l'existence ou non de l'eau dans certaines zones avant de lancer des projets dans l'agriculture, d'autant plus que ce secteur consomme 80 % des eaux de surface ou des barrages.

AFRIQUE AUSTRALE

La tempête Ana fait 86 morts et des dizaines de milliers de personnes sans toit



La tempête Ana qui a frappé trois pays d'Afrique australe a fait 86 morts et a laissé derrière elle des dizaines de milliers de personnes sans toit et de vastes zones coupées de tout par les inondations.

Au total, 86 personnes sont mortes à Madagascar, au Mozambique et au Malawi, selon les derniers bilans des autorités.

Les secours luttent toujours pour accéder à certains endroits, de nombreuses routes sont coupées, des ponts se sont effondrés.

Un précédent bilan a fait état de 77 morts. Au Malawi, où 20 personnes ont été tuées, les routes impraticables obligent les familles à transporter les cadavres à pied jusqu'à l'endroit ils seront enterrés.

L'état de catastrophe naturelle a été déclaré.

Une partie du pays est toujours dans le noir, la soudaine montée des eaux a forcé l'arrêt des générateurs.

Les compagnies d'électricité s'efforcent de rétablir le courant dans les hôpitaux et les écoles.

Les lignes de téléphone sont également peu à peu rétablies, et les premiers récits de plusieurs jours d'angoisse font surface.

Yohane Misongwe, dans la ville de Chikwawa (Sud), a décrit des habitants se réfugiant dans les arbres lorsque l'eau a déferlé.

«Nous avons passé deux jours en haut des arbres et sur des toits en attendant que l'eau se retire.

Certains ont été secourus par des bateaux», raconte-t-il, avant d'être lui-même enfin secouru.

«La nourriture, les vêtements, tout a été emporté, même nos récoltes dans les champs», continue-t-il.

Et les secours s'attendent à découvrir encore d'importants dommages dans les zones toujours inaccessibles.

«Sans aide, des gens vont mourir de faim. Nous avons besoin de toute urgence de nourriture, tout ce qu'ils avaient a été emporté par les eaux», avertit Paul Ndamera, un responsable de la gestion des catastrophes.

La tempête, qui s'est formée la semaine dernière à l'est de la grande île de Madagascar, a déclenché de fortes pluies provoquant inondations et glissements de terrain. Quarante-huit personnes ont été tuées, 130.000 sinistrées.

Au moins 72.000 personnes ont perdu leur maison.

Dans la capitale Antananarivo, des gymnases et des écoles ont été réquisitionnés et transformés en hébergement d'urgence.

Environ 20.000 personnes avaient commencé à rentrer chez elles vendredi.

A leur retour, certains ont fouillé la boue et les décombres pour récupérer quelques objets, construisant des abris de fortune avec les restes de leur maison.

Après avoir traversé l'Océan Indien, Ana s'est abattue sur le nord et le centre du Mozambique où 18 décès ont été signalés.

Selon l'Unicef, 10.500 maisons ont été endommagées, ainsi que 12 centres de santé et 137 écoles.

Quatre à six cyclones sont prévus dans la région d'ici fin mars, fin de la saison des pluies.

Une nouvelle tempête tropicale s'est déjà formée dans l'Océan Indien, Batsirai devrait atteindre l'île Maurice mercredi.

TEMPÊTE DANS L'EST DES ETATS-UNIS

Des milliers de vols annulés

Des milliers de vols ont été annulés samedi aux Etats-Unis en prévision d'une violente tempête attendue dans l'est du pays, accompagnée de chutes de neige et de vents forts.

La Nouvelle-Angleterre et le Nord-Est, y compris New York et Boston, devaient être les plus touchés par ces intempéries. Sableuses et chasse-neige sont prêts dans des villes comme New York, dont le maire, Eric Adams, a prévenu sur Twitter que 30 cm de neige étaient prévus sur la ville, tout en ajoutant que «Mère Nature a tendance à faire

ce qu'elle veut». Quelque 3.400 vols ont déjà été annulés pour la journée de samedi, à l'arrivée ou au départ des Etats-Unis, selon le site de suivi des vols FlightAware.

Vendredi, plus de 1.450 vols avaient été annulés.

Le National Weather Service (NWS), service météorologique national, a mis en garde contre «des conditions de déplacement presque impossibles» sur une partie des côtes du Mid-Atlantic et de la Nouvelle-Angleterre, avec des chutes de neige attendues supérieures à

30 cm en certains endroits. Les gouverneurs de New York et du New Jersey ont déclaré l'état d'urgence, tandis que le maire de Boston, Michelle Wu, a déclaré l'urgence neige pour sa ville.

«Rentrez chez vous ce soir, restez chez vous pendant le week-end, évitez tout déplacement inutile», a déclaré la gouverneure de l'Etat de New York, Kathy Hochul, dans un communiqué.

La tempête, qui devrait forcer rapidement dans les prochaines 24 heures, va provoquer des températures extrêmement basses, selon le NWS.

FIÈVRE DE LASSA AU NIGERIA

Mise en place d'un centre d'urgence

Un centre d'intervention d'urgence a été mis en place au Nigeria pour contenir une flambée des cas de fièvre de Lassa, qui a fait 26 morts en trois semaines, a annoncé l'agence nationale de contrôle des maladies.

Pour contenir ce nouveau pic épidémique, le Centre

nigérian de contrôle des maladies (NCDC) a déclaré avoir «activé le Centre national des opérations d'urgence (EOC)».

«Au 23 janvier 2022, un total de 115 cas confirmés de fièvre de Lassa avec 26 décès - un ratio de létalité de 22,6% - ont été signalés» dans 11

Etats du pays, a indiqué le NCDC. Selon les données du NCDC, 102 personnes ont succombé à cette fièvre l'année dernière au Nigeria.

Endémique au Nigeria, la fièvre hémorragique de Lassa appartient à la même famille que les virus Ebola et Marburg, mais est beaucoup

moins fulgurante. Chaque année, le nombre de cas grimpe généralement vers le début de l'année pendant la saison sèche.

Le virus tire son nom de la ville de Lassa dans le nord du pays, où il a été pour la première fois identifié en 1969.

ITALIE

Le navire humanitaire Ocean Viking autorisé à reprendre la mer

Le navire humanitaire de SOS Méditerranée, immobilisé depuis le 11 janvier par les autorités italiennes, a été autorisé jeudi à reprendre la mer, a annoncé l'ONG.

«Aujourd'hui, l'Ocean Viking a été libéré après un contrôle complémentaire de l'Etat» dans le port de Trapani, en Sicile, a-t-elle indiqué sur son compte Twitter.

«Toutes les déficiences retenues pour

la détention du navire au début du mois ont été corrigées. Nous nous préparons à reprendre nos opérations en Méditerranée centrale au plus vite», a-t-elle ajouté.

Les garde-côtes italiens avaient affirmé avoir identifié «diverses irrégularités de nature technique pouvant compromettre la sécurité des équipages et des personnes récupérées à bord».

L'Italie immobilise régulièrement les

navires d'ONG humanitaires entrés dans ses eaux au motif qu'ils ne sont pas aux normes, mettant en avant des manquements à la sécurité.

Les ONG y voient de leur côté des mesures de rétorsion destinées à les empêcher de porter secours en mer aux migrants tentant de gagner l'Europe.

L'Ocean Viking avait déjà été immobilisé par les autorités italiennes en juillet 2020 pour des «irrégularités techniques».

COVID-19

La Gendarmerie de Bir Mourad Raïs participe à une campagne de sensibilisation à la prévention contre la propagation du virus

Les éléments de la section régionale de la Gendarmerie nationale de Bir Mourad Raïs (Alger) ont participé à une campagne de sensibilisation aux mesures barrières anti-Covid19, à travers le contrôle des commerces au niveau de plusieurs quartiers marchands.

La campagne a été organisée en coordination avec les autorités locales et administratives, représentées par la direction de l'agriculture de la commune de Gué de Constantine, le bureau de santé de la même commune et la sous-direction des services du commerce de la circonscription de Bir Mourad Raïs, et ce dans le cadre des efforts consentis par les unités du groupe territorial de la Gendarmerie nationale à Alger visant à endiguer la pandémie.

A cette occasion, plusieurs magasins ont été inspectés à travers plusieurs quartiers marchands et les commerçants sensibilisés à l'importance de se conformer aux instructions des services de santé compétents pour endiguer la pandémie.

Les citoyens ont été également sensibilisés à l'importance du port obligatoire du masque de protection, à l'utilisation des produits désinfectants et au respect de la distanciation physique.

COVID-19 - VACCIN

L'urgence de se faire vacciner réitérée par le Pr Rachid Belhadj

L'urgence de se faire vacciner contre le coronavirus (Covid-19) a été réitérée jeudi par le directeur des activités médicales et paramédicales au CHU Mustapha Pacha (Alger), qui relève une «forte» contamination du personnel médical, ces derniers jours.

«En l'espace de quelques jours, nous avons enregistré une augmentation des cas de personnes atteintes par cette pandémie.

Nous sommes, ainsi, passés de 25 consultations par jour à 300, et la moitié de ces consultations concernent le personnel de santé», indique ce responsable qui était l'invité de la Radio nationale.

Il a noté, dans ce sens, un taux de contamination «record» du personnel de la Santé, ce qui pose, a-t-il affirmé, d'«énormes problèmes» pour la gestion des activités de base, notamment les gardes.

Le Pr Belhadj a déploré le fait que les appels à la vaccination n'aient pas eu l'écho souhaité, y compris parmi le personnel médical. Il a rappelé que l'Algérie a enregistré, depuis le début de la pandémie, «448 décès dans les rangs du personnel médical, dont les deux tiers sont des médecins, soit 250 décès».

Se basant, par ailleurs, sur une étude statistique réalisée par le ministère de la Santé, le même responsable a relevé que «90% des personnes admises en réanimation sont des sujets non-vaccinés».

«Il est suicidaire de ne pas vacciner les personnes âgées et celles ayant des maladies chroniques», a-t-il dit, appelant par la même occasion, à «se vacciner contre la grippe saisonnière».

Concernant le secteur de l'Éducation, dont les cours sont suspendus pour 10 jours depuis le 20 janvier dernier à cause du coronavirus, il a plaidé pour le prolongement d'une semaine de l'arrêt des cours dans les établissements scolaires et universitaires.

«Le secteur de l'Enseignement, tous paliers confondus, connaît une flambée des contaminations», a soutenu Pr Belhadj, qui propose de «prolonger encore d'une semaine l'arrêt des cours dans les écoles et les universités».

Pour lui, «il faut attendre la phase de décroissance, qui devrait intervenir à partir du milieu de la semaine prochaine».

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 1742 nouveaux cas, 1090 guérisons et 10 décès

Mille sept cent quarante-deux (1.742) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 1.090 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 249.310, celui des décès 6.555, alors que le nombre de patients guéris est

passé à 166.040 cas. Par ailleurs, 43 patients sont actuellement en soins intensifs, a ajouté la même source.

En outre, 10 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 9 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 29 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen «vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque».

COVID-19

Krikou insiste sur l'importance de la sensibilisation et de l'accompagnement des catégories vulnérables

La ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a mis en avant, jeudi à Alger, l'importance de renforcer la coordination entre les différents acteurs en matière de sensibilisation et d'accompagnement des catégories vulnérables, notamment dans les zones enclavées, dans le contexte de la pandémie de Coronavirus (Covid-19).

Présidant par visioconférence une session extraordinaire du Conseil national de la famille et de la femme, la ministre a souligné la nécessité de «jeter des passerelles pour établir des contacts permanents entre le Conseil, les cellules de proximité de solidarité et le mouvement associatif activant dans le domaine de la sensibilisation et de l'accompagnement destinés aux différentes catégories vulnérables, dans le contexte de la pandémie du Coronavirus, notamment dans les zones enclavées, à l'instar des personnes âgées et des personnes handicapées».

Dans ce contexte, Mme Krikou a fait état d'un programme d'action en vue d'intensifier les sorties sur le terrain dans certaines wilayas, auxquelles prendront part les cellules de proximité de solidarité (équipes pluridiscipli-



naires), en coordination avec la société civile, en vue de sensibiliser les femmes au foyer et les familles, notamment dans les zones enclavées, à l'importance de la vaccination, par souci de préserver leur santé.

Ce programme renferme également les mesures de désinfection et de stérilisation en vue de protéger les catégories prises en charge dans les établissements relevant du secteur, dont les foyers pour personnes âgées (FPA) et les établissements spécialisés, en sus de programmes contenant des mesures d'accompagnement destinées aux femmes au foyer, à travers des plateformes électro-

niques lancées par le ministère de la Solidarité nationale, en vue de fournir des conseils et des orientations sur certaines questions soulevées au quotidien dans le contexte de la pandémie Covid-19, a-t-elle expliqué.

A la même occasion, la ministre a révélé qu'il sera procédé prochainement au lancement d'une plateforme numérique en matière de prise en charge de la catégorie des enfants dans le contexte de la pandémie de Coronavirus, en vue d'accompagner les familles en fonction des exigences de cette frange.

Pour sa part, la présidente du Conseil national de la famille et de la femme, Sabah Ayachi a

donné un enseignement sur les propositions sur les mesures d'accompagnement de la famille et de la femme dans le contexte de la pandémie et de l'intensification des campagnes de sensibilisation sur l'importance du respect des mesures préventives, en vue d'éviter la contamination entre les membres de la famille et de la société, en mettant l'accent sur les mesures d'hygiène personnelle, notamment chez les enfants, en sus de l'organisation de sessions de formation aux spécialistes du travail social, à l'effet de conforter leur savoir-faire et compétences dans les différents domaines de la prise en charge des différentes catégories.

AIR ALGÉRIE

Le pass sanitaire algérien valable pour accéder au Royaume-Uni

Les voyageurs algériens vaccinés peuvent, à partir du 11 février prochain, accéder au Royaume-Uni sur présentation uniquement d'un certificat de vaccination délivré par les autorités sanitaires algériennes, a indiqué la compagnie aérienne nationale, Air Algérie.

Announced les dernières mises à jour des conditions d'entrée au Royaume-Uni, instaurées par les autorités de ce pays, Air Algérie a expliqué sur sa page Facebook que «les passagers entrant ou transitant par le Royaume-Uni doivent être complètement vaccinés».

Les vaccins autorisés sont : Covaxine, Moderna, Janssen (vaccin à dose unique), Novavax (Nuvaxovid et Covovax), Oxford/AstraZeneca, Pfizer BioNTech, Sinopharm Pékin, Sinovac-CoronaVac, a précisé la même source.

Elle a, dans ce sens, assuré que

l'Algérie sera ajoutée à cette procédure le 11 février 2022, à 4h du matin, soulignant que «la preuve du statut vaccinal se fera par un certificat de vaccination Algérien (l'Algérie sera reconnue pour la délivrance des certificats vaccinaux)».

A cet effet, le test PCR ou Antigen à 48h avant le départ «n'est plus exigé pour les passagers vaccinés», ajoute la Compagnie.

Il est également noté que les passagers éligibles sont : les ressortissants britanniques, les ressortissants irlandais, les résidents du Royaume-Uni, ainsi que les détenteurs de visa C, Visa C Affaire et Visa D délivrés par les services consulaires britanniques. Les passagers entrant au Royaume-Uni doivent, par ailleurs, remplir, en ligne, 48h avant le vol, un PLF (formulaire de localisation des passagers de la santé publique), lequel doit inclure le numéro de

référence de la réservation pour les tests COVID-19 requis.

Le passager doit également être en mesure de prouver qu'il a été entièrement vacciné dans le cadre d'un programme de vaccination avec une preuve de certification approuvée, selon les nouvelles conditions d'accès au territoire du Royaume-Uni.

Le certificat de vaccination doit être délivré par une autorité de santé publique nationale ou au niveau de l'Etat, en anglais, français ou espagnol et inclure au minimum le prénom et nom, la date de naissance, la marque et fabricant de vaccins, la date de vaccination pour chaque dose, le pays ou territoire de vaccination et/ou émetteur du certificat.

Ces voyageurs seront soumis à un test COVID-19, à leurs frais, le 2ème jour après leur arrivée et doivent avoir une confirmation de paiement.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

VACCINS

Les 10 milliards de doses «inégalement» administrées dans le monde

Près de dix milliards de doses de vaccin contre le nouveau coronavirus ont été administrées dans le monde, une étape qui a été franchie vendredi mais de manière inégale, selon le New York Times (NYT).

Dans les pays les plus riches, 77% des personnes en ont reçu au moins une dose, alors que dans les pays à faible revenu, ce chiffre est inférieur à 10%, précise le journal américain, citant le projet Our World in Data de l'Université d'Oxford.

«Alors que l'Amérique du Nord et l'Europe s'efforcent de repousser les vagues d'Omicron en proposant des doses de rappel, et que certains pays envisagent même une quatrième injection, plus d'un tiers de la population mondiale, dont beaucoup en Afrique et dans les régions pauvres d'Asie, attend toujours une première dose »,



indique le NYT. Par exemple, les Etats-Unis ont administré cinq fois plus de rappels (environ 85 millions) que le nom-

bre total de doses administrées dans tout le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, indique le rapport. Cette étape

de 10 milliards de doses reflète la rapidité avec laquelle les gouvernements et les entreprises pharmaceutiques ont mobilisé leurs ressources, alors que 10 milliards de doses auraient théoriquement pu signifier « au moins une injection pour l'ensemble des 7,9 milliards de personnes dans le monde », ajoute le rapport.

« Dix milliards de doses, c'est un triomphe de la science mais un échec total de la solidarité mondiale », déclare un professeur d'épidémiologie et de biostatistique à l'Université McGill de Montréal, Madhukar Pai, cité dans le rapport.

Des médecins australiens aux Iles Salomon pour aider les autorités

Une équipe de médecins australiens est arrivée samedi aux îles Salomon pour aider les autorités à lutter contre une flambée soudaine de cas de Covid-19, pratiquement absent de cet archipel du Pacifique jusqu'à la semaine dernière.

Les autorités australiennes ont annoncé que huit experts avaient atterri à Honiara, la capitale de l'archipel, avec une cargaison de 37.000 doses de vaccins. « Cette équipe multidisciplinaire comprend des spécialistes en médecine d'urgence, en contrôle des maladies

infectieuses, en logistique et en ergothérapie », a déclaré le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, relayé par des médias. L'Australie a déjà fourni aux Salomon des équipements de protection et du matériel médical. Jusqu'à la semaine dernière, ce pays de 700.000 habitants, qui s'était coupé du monde au début de la pandémie, n'avait enregistré aucun décès et seulement 31 cas de coronavirus.

Un premier cas de contamination local a été détecté dans l'archipel à la mi-janvier et depuis, les infections ont

explosé. Vendredi, le bilan s'établissait à près de 900 cas et cinq décès.

Le nombre de contaminations est probablement sous-estimé en raison des capacités limitées de dépistage.

La capitale a été placée sous confinement le 19 janvier, une mesure qui devait en principe être levée samedi soir.

Le taux de vaccination dans l'archipel demeure faible, selon les données de l'Organisation mondiale de la santé.

Au 22 janvier, environ 270.000 doses avaient été administrées.

AFRIQUE

L'UNICEF lance la plateforme U-Report pour inciter à la vaccination

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé mercredi, le tout premier défi de la plateforme sociale U-Report pour encourager l'adoption du vaccin anti-Covid-19 sur le continent africain.

Une semaine après la livraison de la milliardième de dose au Rwanda par le mécanisme Covax, l'agence onusienne entend ainsi faire appel aux 13 millions d'U-Reporters africains pour aider à convaincre les sceptiques et faire parvenir les vaccins aux personnes non vaccinées. U-Report (signifiant « Tu rapportes » ou « Tu declares ») est une plateforme sociale créée par l'UNICEF, disponible via SMS, Facebook Messenger, Viber, Telegram

et WhatsApp et Twitter, où les jeunes expriment leur opinion et sont des agents positifs du changement dans leurs communautés.

En améliorant l'accès et la confiance dans les vaccins, le défi « GiveItaShot » vise ainsi à inciter les jeunes à motiver les personnes éligibles de leur communauté à se faire vacciner. Citoyens engagés, les U-Reporters défendent leurs droits et font entendre leur voix auprès du grand public, des médias et des décideurs politiques. Des messages d'information et de plaidoyer sur la Covid-19 ont été préparés et diffusés par SMS, Facebook Messenger et d'autres canaux de communication. Dans un premier temps, cette campagne de

deux mois s'oriente sur six pays du continent. Il s'agit de l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et le Zimbabwe. Des messages hebdomadaires seront ainsi envoyés sur U-Report pour encourager les jeunes à se renseigner sur les vaccins contre la Covid-19. Ils seront engagés dans des actions communautaires (en ligne et hors ligne).

Selon un décompte établi le 24 janvier par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plus de 9,6 milliards de doses de vaccin ont été administrées dans le monde dont la majorité dans les pays riches.

En Afrique, si les approvisionnements en vaccins ont augmenté ces derniers mois,

le taux de vaccination reste néanmoins faible, car seulement 10% de la population du continent est entièrement vaccinée.

Jusqu'à présent, l'Afrique a reçu près de 500 millions de doses de vaccin anti-Covid-19 et en a administré 327 millions.

Présente dans 88 pays à travers le monde, U-Report encourage et engage les jeunes de 13 à 30 ans à la participation citoyenne grâce à des sondages envoyés sur leurs smartphones.

Plus largement, la plateforme fait participer les jeunes au dialogue social et politique, à travers des sondages sur leur quotidien, leurs problématiques et leurs attentes.

Des pays populistes en 2020 ont compté davantage de surmortalité due à la COVID-19

Des pays dirigés en 2020 par des gouvernements populistes comme les Etats-Unis ont enregistré un taux moyen de surmortalité due à la COVID-19 deux fois plus élevé que celui dans les pays avec des gouvernements non populistes, a rapporté le magazine économique américain Forbes.

Il cite une étude parue en novembre dernier dans la revue Journal of Political Institutions and Political Economy selon laquelle cette surmortalité dans les pays populistes a été supérieure de plus de 9 points de pourcentage par rap-

port à celle dans les pays non populistes.

Sur 100 décès, 8,2 décès supplémentaires liés au nouveau coronavirus ont été enregistrés dans les pays non populistes, par rapport à 17,6 décès supplémentaires dans les pays populistes, a-t-il précisé.

Les auteurs de cette étude estiment aussi que les gouvernements populistes ont été moins susceptibles de mettre en œuvre des politiques à long terme contre la pandémie et plus susceptibles de communiquer des informations minimisant la gravité de la situation et dis-

créditant la science, ce qui a rendu les gens moins enclins à limiter leurs déplacements de leur propre chef, selon Forbes.

« Les chiffres sont clairs : les populistes sont les pires gestionnaires de crise pendant la pandémie de nouveau coronavirus et sont responsables de nombreux décès évitables dans les pays qu'ils gouvernent », a pointé Michael Bayerlein, chercheur en populisme à l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, dans un communiqué publié jeudi.

369.206.881 de cas confirmés dans le monde

Voici le dernier bilan des cas confirmés de COVID-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins en date du 29 janvier à 00H00 GMT:

Pays Cas confirmés:

Monde 369.206.881
Etats-Unis 73.938.786
Inde 40.622.709
Brésil 25.034.806
France 18.596.157
Royaume-Uni 16.446.752
Turquie 11.343.693
Russie 11.314.707
Italie 10.683.948
Espagne 9.779.130

La Russie passe la barre des 100.000 infections quotidiennes, un record

La Russie a dépassé samedi pour la première fois la barre symbolique des 100.000 infections quotidiennes au Covid-19, un record qui illustre la force de la nouvelle vague due au variant Omicron, très contagieux. Selon les chiffres du gouvernement, 113.122 nouveaux cas ont été enregistrés ces dernières 24 heures, et 668 personnes sont mortes. La capitale, Moscou, reste le principal foyer de l'épidémie en Russie avec 26.488 nouvelles infections et 76 nouveaux décès.

Il s'agit d'un record de nouvelles infections pour le neuvième jour consécutif dans le pays le plus endeuillé d'Europe par le coronavirus. La pandémie a sérieusement aggravé la crise démographique que connaît depuis trente ans la Russie, qui a perdu plus d'un million d'habitants au cours de l'année 2020. Si les autorités recensent 330.111 morts du Covid-19 depuis le début de la pandémie, l'agence statistique Rosstat, qui a une définition plus large, en a dénombré plus de 660.000, soit presque le double du bilan officiel.

Ce bilan s'explique par une campagne de vaccination très poussive, la quasi-absence de mesures de confinement depuis le printemps 2020 et un non-respect généralisé de mesures sanitaires comme le port du masque dans les transports publics.

Alors même que ce pays dispose de plusieurs vaccins de sa propre conception, dont le Sputnik V, moins de la moitié des 145 millions de Russes sont complètement immunisés à ce jour, selon le site internet spécialisé Gogov.

Après un confinement strict au printemps 2020, les autorités russes ont refusé de remettre en place de telles restrictions, malgré de nouvelles vagues épidémiques, afin de limiter les pertes économiques.

La partie continentale de la Chine signale 59 nouveaux cas confirmés

La partie continentale de la Chine a enregistré vendredi 59 nouveaux cas confirmés de COVID-19, a déclaré samedi la Commission nationale de la santé. Parmi les nouvelles infections 37 nouveaux cas transmis localement ont été signalés, dont 18 au Zhejiang (est du pays), tous dans la capitale provinciale Hangzhou, cinq à Pékin, cinq à Tianjin, trois au Xinjiang, deux au Heilongjiang, un au Hebei, un au Shanxi, un au Henan et un dans le Corps de Production et de Construction du Xinjiang, selon la commission.

Sur la partie continentale de la Chine, un total de 22 cas importés de COVID-19 ont également été signalés vendredi.

Aucun nouveau cas suspect et aucun nouveau décès dû à la COVID-19 n'a été enregistré ce jour-là, a ajouté la commission.

ALLERGIE QUE FAIRE QUAND ÇA GONFLE ?

Les allergies réservent bien des désagréments ! Au-delà des démangeaisons ou des éruptions de boutons, elles peuvent provoquer un œdème de Quincke. Une réaction allergique très impressionnante avec gonflements et sensations de brûlure. On vous dit comment réagir en cas de besoin.

C'est quoi un œdème de Quincke ?

L'œdème de Quincke est une réaction allergique très forte. Il se caractérise par une forme d'urticaire sous-cutanée qui s'accompagne, comme son nom l'indique, d'un œdème. Vous n'éprouvez pas de démangeaison mais une sensation de brûlure. L'œdème de Quincke touche principalement les muqueuses de la bouche et de la gorge et apparaît également sur le visage au niveau des paupières, des joues et des lèvres. Il peut aussi se localiser sur les organes génitaux. Qu'est-ce qui déclenche l'œdème de Quincke ? Un aliment (œufs, fraises...), un médicament (aspirine, antibiotique à base de pénicilline...), une piqûre d'insecte. Il arrive également qu'on ne parvienne pas à trouver l'origine de l'allergie.

Œdème de Quincke: quels symptômes ?

Lorsque vous faites un œdème de Quincke, vous gonflez et cela peut devenir très dangereux, en plus d'être très impressionnant. Vos paupières, par exemple, sont boursoufflées et vous êtes déformée. Évitez donc de vous regarder dans un glace, vous vous feriez peur ! Un détail toutefois par rapport aux risques d'asphyxie : localisé dans la gorge, l'œdème peut en effet empêcher de respirer ! Heureusement, il n'est pas forcément toujours aussi grave. Si l'œdème de Quincke se déclare sur les muqueuses digestives, seuls des troubles digestifs sont à craindre. Mais ne le prenez pas à la légère ! Car comme dans de nombreuses réac-



tions allergiques, l'œdème de Quincke peut s'aggraver à chaque nouvelle crise. Plus grave, il peut être à l'origine d'un choc anaphylactique (chute de la tension artérielle avec trouble de la circulation sanguine)... qui peut conduire à un arrêt cardiaque. Ce genre de complication arrive quelques minutes ou quelques heures après les premiers symptômes.

Œdème de Quincke: c'est une urgence !

Si vous ou l'un de vos proches présente les symptômes d'un œdème de Quincke, les urgences s'imposent ! Appelez le Samu (15) ou les pompiers (18) ou le 112 avec un portable. Grâce à une piqûre de cortisone associée à de l'adrénaline, vous vous sentirez rapidement mieux, surtout si vous avez une gêne respira-

toire. Pour dégonfler, quelques jours seront en revanche nécessaires.

Après cette crise, rendez vous chez votre médecin traitant qui vous dirigera sans doute vers un allergologue. Il vous posera de nombreuses questions pour tenter d'identifier l'élément auquel vous êtes allergique avant de procéder à une désensibilisation.

LES DIFFÉRENTS VISAGES DE L'ALLERGIE

Se présentant sous différentes formes selon l'allergène, ou la personne allergique, les allergies ont de multiples facettes. Quelles sont-elles ? Qui consulter ?

La maladie peut s'exprimer de nombreuses manières :
ougeurs et démangeaisons cutanées : c'est l'eczéma atopique du nourrisson, mais aussi la réaction aux boutons de jean, aux fermetures éclair ou aux bijoux fantaisie des personnes qui ne supportent pas le nickel.
Rhinite : éternuements en salves, nez

bouché, yeux qui pleurent.
Conjonctivite : démangeaisons au niveau des yeux qui sont rouges et gonflés.
Asthme : toux persistante, surtout nocturne, et crises durant lesquelles le malade a du mal à respirer.
Œdème de Quincke : démangeaisons du palais et gonflement du visage, notamment des lèvres et paupières. Une réaction grave, qui impose de consulter en urgence, sur l'œdème gagne parfois la gorge, entraînant une asphyxie. Choc anaphylactique : réaction exacerbée pouvant engager le pronostic

vital, se manifestant par une chute de tension, des palpitations cardiaques, une difficulté à respirer puis une perte de conscience.

Ses formes sont parfois trompeuses :

Un asthme n'est pas forcément dû à un allergène respiratoire, mais peut tout aussi bien être provoqué par un aliment ; de même qu'une allergie alimentaire peut se révéler en déclenchant une réaction au niveau de la peau. D'où la nécessité impérieuse de pratiquer des tests chez l'allergologue pour

identifier le coupable si l'on ne veut pas se mettre en danger. Ces prick tests, réalisés sur l'avant-bras, ne sont pas douloureux et peuvent être effectués même chez un tout-petit.

À QUEL MÉDECIN CONFIER SON SORT ?

Seul un allergologue peut assurer le diagnostic, en déterminer les causes en réalisant les tests adéquats, et proposer des solutions. Il a suivi au minimum deux années de spécialisation après son diplôme de médecin généraliste. Mais sur les quelque 1 500 al-

lergologues exerçant actuellement en France, en ville ou à l'hôpital (ou bien les deux), on recense aussi, outre un tiers d'allergologues exclusifs, 500 pneumo allergologues et 500 autres divers spécialistes (pédiatres, ORL, dermatologues, etc.).

Ce chiffre a malheureusement tendance à baisser alors que le nombre de patients augmente.

Petite précision : comme pour toute consultation spécialisée, mieux vaut être adressé par son médecin traitant pour ne pas se retrouver pénalisé lors du remboursement.

URTICAIRE : COMMENT LE SOULAGER PLUS VITE ?

Une urticaire, cela peut être impressionnant mais cela n'a rien de dramatique. Et il existe des médicaments pour soulager les démangeaisons.

Que la cause soit connue ou non, le traitement de la crise d'urticaire fait surtout appel à un antihistaminique, à prendre le soir pendant un ou deux mois. Si cela ne suffit pas, on peut en

ajouter un second, à absorber le matin. Si le stress ou un état dépressif peuvent aggraver les poussées, il ne les provoque pas. Néanmoins, pour les spécialistes, il est important de laisser le malade exprimer son anxiété et de le rassurer : tôt ou tard, la plupart des urticaires guérissent !

Tant qu'il reste localisé à la surface

de la peau, l'urticaire demeure tout à fait bénin. Mais l'urticaire s'accompagne quelquefois d'un angio-œdème, c'est-à-dire un gonflement au niveau de la gorge, entraînant des troubles respiratoires qui en font toute la gravité. La moindre suspicion doit naturellement conduire à consulter d'urgence un mé-



**PIÈRES
D'INSECTES : LE
NOMBRE
D'ALLERGIQUES
AUGMENTE**



Le nombre de personnes allergiques aux piqûres d'insectes serait en train d'augmenter. La désensibilisation reste la principale solution préconisée par les experts.

En cette période estivale, les beaux jours ne sont pas les seuls à être de retour, les petits désagréments de l'été reviennent aussi : guêpes, abeilles, frelons et bourdons viennent nous tourner autour. Si certains considèrent ces insectes dérangeants et désagréables, d'autres craignent parfois pour leur vie dès qu'ils s'en approchent. Ces personnes sont allergiques aux piqûres d'hyménoptères, soit "les insectes à métamorphose complète qui, comme les abeilles, guêpes, fourmis, possèdent quatre ailes membranaires, inégales, des mandibules faites pour broyer, les autres pièces buccales pour lécher et aspirer les liquides", lit-on sur le dictionnaire Larousse.

Ainsi que le nombre de personnes souffrant de ce type d'allergies est difficile à évaluer, la revue *Annals of Allergy, Asthma & Immunology* a publié une étude à ce sujet, révélant un chiffre de 5% d'allergiques dans la population générale, en augmentation par rapport aux précédentes estimations. En effet, les réactions aux piqûres d'hyménoptères peuvent avoir lieu à n'importe quel âge et être plus ou moins dangereuses, allant de l'œdème local à une réaction systémique allergique, potentiellement mortelle. Pour cette raison, un calcul précis du nombre d'allergiques est difficile à réaliser.

Selon les auteurs de l'étude, une solution pour limiter les risques liés aux piqûres est la désensibilisation, permettant au patient de s'immuniser au venin. Cette pratique ne guérit pas toujours l'allergie mais prévient les réactions sévères et réduit les dégâts causés par les piqûres.

PIÈRES D'INSECTES QUELES COMPLICATIONS, QUEL TRAITEMENT ?

Les piqûres d'insectes sont, la plupart du temps, sans gravité. Attention toutefois à ne pas sous-estimer les risques de complications. Les conseils d'une pharmacienne et aromatologue.

ATTENTION À LA SURINFECTION

Une piqûre simple guérit spontanément en 2 à 3 jours. Si ce n'est pas le cas, on peut craindre la surinfection, surtout si un dard ou un morceau de dard est resté planté dans la peau. Souvent, la peau a tendance à nécroser, c'est-à-dire qu'elle devient un peu noire sur le dessus de la plaie.

C'est grave ? Généralement non dans la mesure où elle est localisée, traite rapidement et correctement. Une surinfection peut toutefois cacher un staphylocoque qui oblige à recourir aux antibiotiques.

Comment traiter ? Il convient de systématiquement laver une piqûre (quel que soit l'insecte) avec du savon et de l'eau puis la désinfecter avec de la chlorhexidine, un antiseptique à large spectre (efficace sur une majorité de bactéries). Il faut éviter de se gratter, surtout si les mains et les ongles ne sont pas parfaitement propres (attention quand on ramonne ou que l'on jardine, par exemple). "Si un dard est visible, il faut le retirer à l'aide d'un couteau en le raclant avec le côté lisse ou délicatement avec les doigts, indique Françoise Couic-Marinière, docteure en pharmacie. La pince à épiler n'est pas recommandée, car elle pourrait sectionner le dard et/ou appuyer sur les bourses à venin." Si malgré tout la piqûre s'infecte, on consulte son médecin traitant.

ATTENTION À L'ALLERGIE

Les allergies sont forcément consécutives à la piqûre d'un insecte de la famille des hyménoptères (abeille, guêpe, bourdon, frelon). "Ce qui est assez caractéristique de l'allergie, c'est que la rougeur due à la piqûre a tendance à s'étendre, explique Françoise Couic-Marinière. On



considère qu'il y a allergie quand trois symptômes sont réunis : œdème, chaleur et rougeur qui s'étend." En cas de réaction allergique, les démanagements peuvent aussi être vives.

C'est grave ? L'allergie cutanée est pénible, mais ne présente pas de caractère de gravité majeure dans la plupart des cas, sauf en cas de choc anaphylactique. "En période de fortes chaleurs, quand les insectes ont soif, leur venin est plus concentré en toxines, les piqûres peuvent donc être plus à risque. D'autant qu'il faut aujourd'hui cohabiter avec le frelon asiatique (plus gros et totalement noir), plus agressif et responsable de plus nombreuses réactions allergiques, lesquelles peuvent être beaucoup plus importantes en cas de piqûres multiples.

Comment traiter ? On applique une crème à base de corticoïdes sur les lésions (type hydrocortisone à 0,5 %, disponible sans prescription) pour limiter les démanagements et un

antihistaminique en vente libre à base de cétirizine (Zyrtec®) à raison d'1 comprimé par jour pendant 2 à 3 jours, pour diminuer la réaction cutanée. Si la réaction allergique est très étendue (urticaire généralisée), on consulte très rapidement.

ATTENTION AU CHOC ANAPHYLACTIQUE

La réaction est quasi immédiate puisqu'elle survient dans les 5 à 20 minutes qui suivent la piqûre. Contrairement à l'allergie simple, la manifestation n'est pas localisée, mais générale, tout le corps a tendance à gonfler. Si l'on ne fait rien dès les premières minutes, on risque l'œdème de Quincke, les voies respiratoires sont touchées, avec difficulté à respirer.

C'est grave ? C'est une urgence vitale. "On déplore 40 décès chaque année à la suite d'une piqûre d'insecte, la plupart consécutifs à un choc anaphylactique" constate Françoise Couic-Marinière.

Comment traiter ? Un choc anaphylactique est en général précédé par une réaction allergique à distance, lors d'une première piqûre (qui peut avoir lieu des années avant) : il survient le plus souvent lors d'une réexposition (dans de rares cas, le peut survenir dès la première piqûre). Il est donc impératif d'alerter son médecin après une première réaction allergique pour prendre des mesures adéquates (une dose d'adrénaline notamment en stylo injecteur, à avoir toujours à portée de main). Certains professions (apiculteurs, pompiers, agriculteurs) sont plus à risque, car confrontés aux hyménoptères.

ATTENTION À L'ŒDÈME

Une piqûre, notamment une piqûre de guêpe peut gonfler de façon assez importante (plutôt le lendemain), cela fait partie des symptômes de la piqûre. Parfois, on distingue bien le point d'entrée du dard, au centre de l'œdème.

C'est grave ? Tout dépend. Un œdème sur l'avant-bras ne présente pas de risque particulier, mais un gonflement peut être dangereux, voire mortel, s'il survient sur certaines zones du corps. "Une piqûre de guêpe, de frelon ou d'abeille sur une muqueuse (zongénitale, nez, bouche) ou sur la paupière doit être considérée comme une urgence vitale, préviennent notre experte. Il faut agir très vite et prévenir les secours." Attention également aux piqûres dans les replis de la peau ou les parties "cachées", comme les aisselles.

Comment traiter ? Pour diminuer le gonflement et donc la douleur associée, on applique aussitôt un gant de toilette rempli de glace sur la zone. Cela permet aussi d'éviter que le venin ne se diffuse.

LES REMÈDES DE GRAND-MÈRE POUR LES SOULAGER

Bicarbonate, persil, vinaigre de cidre... nos mamans avaient une multitude de recettes simples pour soulager les démanagements provoqués par piqûres d'insectes. Découvrons comment soulager les piqûres de moustiques, de guêpes ou encore les piqûres d'ortie.

Pourquoi la peau démange-t-elle ? Après une piqûre d'un insecte ou du végétal, lors d'une crise d'urticaire ou d'une lésion (allergie au soleil), une réaction immunitaire se déclenche avec sécrétion d'histamine. Cette substance entraîne des démanagements accompagnés ou non d'une réaction inflammatoire.

En cas d'œdème, les démanagements sont dues avant tout à des molécules intervenant dans l'inflammation, les cytokines. Voilà pourquoi l'approche "thérapeutique" ne sera pas exactement la même. Pourquoi a-t-on envie de se gratter ? En stimulant d'autres terminaisons nerveuses, cet acte réflexe détourne l'attention. Pourtant, à force de se gratter, les lésions peuvent être douloureuses, se surinfecter et laisser une cicatrice en souvenir. L'envie est irrépressible ? Tapotez la zone prurigineuse avec du gel des doigts ou la paume des mains, c'est mieux que d'y aller avec des ongles mécontents.

VINAIGRE, BICARBONATE ET CITRON : LE TRIO CONTRE TOUTES LES PIQÛRES

Le traditionnel vinaigre blanc et le vinaigre de cidre ont fait leurs preuves pour toutes sortes de piqûres grâce à la forte concentration en acide acétique : appliquez-le par à l'aide d'une compresse imbibée. Vous pouvez faire la même chose avec du jus de citron (ou utilisez une ron-

delle que vous maintiendrez sur la piqûre avec un pansement). Pour calmer les démanagements, mais aussi la réaction inflammatoire et la douleur, vous pouvez également préparer une pâte de bicarbonate (1 cuillerée à soupe avec 1 cuillerée à soupe d'eau), et étalez-la sur la piqûre. Vous pouvez ajouter à cette pâte quelques gouttes de citron ou de vinaigre.

LE PERSIL CONTRE LES PIQÛRES DE MOUSTIQUES

Côté plantes, essayez le persil pour les piqûres de moustiques : érasez les feuilles pour extraire un peu de suc et frottez doucement (vous pouvez ensuite en laisser sous un pansement). Ou encore, s'il y en a dans votre jardin, testez les feuilles de cassis, ou les fleurs de géranium, que vous froissez toujours aussi au préalable. La tranche d'oignon ou la gousse d'ail coupée en deux ont également leurs partisans.

UN CHAUD-FROID CONTRE LE VENIN DE GUÊPE OU D'ABELLE

Tout d'abord, ôtez le dard d'abeille ou de guêpe avec une pince à épiler à bouts crochétés, en l'attrapant à sa base. Puis lavez la plaie à l'eau et au savon, et désinfectez avec un antiseptique. Et pour ces piqûres douloureuses qui provoquent un gonflement localisé, nos grands-mères avaient l'habitude d'approcher au plus près - en faisant très attention de ne pas brûler !- une cigarette allumée ou la flamme d'un briquet pour neutraliser le venin. Elles avaient raison ! Encore plus efficace, on conseille au-

jourd'hui d'appliquer d'abord du chaud (avec un sèche-cheveux, par exemple, ce qui est moins risqué...) pendant 2 minutes environ, puis d'appliquer du froid aussitôt après avec une canette sortie du réfrigérateur, ou une poche de glace entourée d'un linge, ce qui calme bien la douleur.

LE PLANTAIN CONTRE LES PIQÛRES PORTÉES

Le plantain, on le trouve partout à la campagne. Prenez une belle feuille, et malaxez-la très fortement avec vos doigts. Puis frottez directement et énergiquement la zone piquée. Si besoin, répétez avec plusieurs feuilles. Mais l'effet se révèle en général très vite magique ! Le plantain a aussi un bon effet calmant sur les piqûres d'insectes. À défaut de plantain, faites confiance au vinaigre.

LE POIREAU CONTRE LES PIQÛRES D'AOUTAUX

Ces bestioles riches dans les pelouses n'ont pas leur pareil pour provoquer un grattouillis horrible ! Notamment dans les plis de la peau. Dans ce cas, coupez l'extrémité d'un poireau (côté racines) et passez en frottant la partie coupée sur les zones qui démangent. Le poireau ainsi coupé libère un suc qui calme la grattouille et favorise, en plus, le dégonflement des petits boutons boursoufflés et rouges.

Faute de poireau, rabotez-vous sur du vinaigre. En cas de piqûres nombreuses, vous pouvez aussi prendre un bain en ajoutant dans l'eau un grand bol de vinaigre de cidre, et prélesez-vous un quart d'heure.

SAHEL CENTRAL Près de 15 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2022

Le Coordinateur des secours d'urgence des Nations Unies, Martin Griffiths, a déclaré, lors d'une réunion virtuelle jeudi sur la région du Sahel, que près de 15 millions de personnes au Mali, au Niger et au Burkina Faso auront besoin d'une aide humanitaire cette année, soit quatre millions de plus qu'il y a un an.

Selon le responsable onusien, cette crise humanitaire croissante «est due à une confluence de facteurs, dont les conflits et l'instabilité politique, la pandémie et le changement climatique, et l'absence de possibilités de développement durable».

Pour réaliser de réels progrès, le chef d'humanitaire des Nations Unies a appelé à «mettre davantage l'accent sur la résilience, les solutions durables et la coopération entre les secteurs de l'humanitaire et du développement, ainsi que celui de la paix».

La communauté humanitaire aura besoin de près de 2 milliards de dollars pour la réponse humanitaire au Mali, au Niger et au Burkina Faso cette année, selon Martin Griffiths.

L'année dernière, les organisations humanitaires ont atteint plus de 7 millions de personnes dans la région et ont collecté 700 millions de dollars de financement, un montant qui ne représente même pas la moitié de la réponse aux besoins des populations du Sahel, selon la même source.

«Le tableau est sombre. Les conflits, la sécheresse et l'insécurité alimentaire, la violence basée sur le genre - tout cela augmente plus rapidement que le soutien disponible», a fait valoir Griffiths.

Le nombre de personnes déracinées au Sahel a été multiplié par dix depuis 2013, passant de 217.000 à un niveau alarmant de 2,1 millions fin 2021, a noté pour sa part l'Agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Le nombre de réfugiés dans les pays du Sahel central, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, s'élève désormais à 410.000.

Selon le HCR, une recrudescence d'attaques violentes dans toute la région a entraîné l'année dernière le déplacement de près de 500.000 personnes, sans compter les chiffres du mois de décembre 2021 qui ne sont pas encore connus.

Les groupes armés auraient mené plus de 800 attaques meurtrières l'année dernière, entraînant le déracinement de quelque 450.000 personnes dans leur pays et forçant 36.000 autres à fuir dans un pays voisin.

«Rien qu'au Burkina Faso, le nombre total de déplacés internes est passé à plus de 1,5 million à la fin de 2021. Six personnes déplacées sur dix dans le Sahel sont désormais des Burkinabés», a précisé le HCR.

ANGOLA

Le président présente son programme pour les élections

Le président angolais Joao Lourenço a placé l'économie et la lutte contre la corruption au cœur du programme de son parti, qu'il a présenté vendredi en vue des élections générales d'août.

«Beaucoup a été fait et continuera à être fait dans la lutte contre la corruption et l'impunité, dans la création d'un bon climat des affaires et dans les réformes politiques», a déclaré M. Lourenço.

Le chef de l'Etat, qui briguera un 2e mandat, a également promis d'augmenter le salaire minimum et les salaires des fonctionnaires.

«Nous devons travailler dur pour garantir que tous nos militants, sympathisants et amis exercent leur droit de vote», a-t-il poursuivi lors d'un meeting dans la ville de Menongue, dans le sud du pays, selon une transcription effectuée par son bureau.

Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) de M. Lourenço dirige le pays depuis l'indépendance de cette ex-colonie portugaise, en 1975.

Néanmoins, cette année, trois partis d'opposition ont formé une alliance, le Front patriotique Unis (FPU), pour tenter de le battre.



Le MPLA a officiellement investi en décembre M. Lourenço comme candidat.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, le président a tenté de réveiller une économie apathique et lancé une campagne de lutte contre la corruption pour récupérer des milliards de dollars qu'il soupçonne d'avoir été détournés sous la longue présidence (1979-2017) de son prédécesseur

José Eduardo dos Santos. Ces mesures lui ont valu les éloges du Fond monétaire international (FMI), mais n'ont guère profité aux Angolais qui ont subi l'an dernier une inflation de plus de 25%. La Banque mondiale estime que 56 % de la population vit avec moins de 1,90 dollar par jour.

Après la fin de plusieurs décennies de guerre civile en 2002, l'Angola a connu un boom pétro-

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC Le renforcement des capacités de combat de l'armée sahraouie, une des priorités du gouvernement pour 2022

Le Premier ministre sahraoui, Bouchraya Hamoudi Bayoun a indiqué, jeudi, que le renforcement des capacités de combat de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) et le déploiement des capacités disponibles figurent parmi les priorités du programme du gouvernement pour 2022.

Les propos du responsable sahraoui ont été tenus lors de l'examen du programme du gouvernement pour l'année 2022 devant l'Assemblée nationale sahraouie réunie en plénière et présidée par le président de l'Assemblée nationale, Hama Salama, en présence de membres des deux instances.

Selon l'agence de presse sahraouie (SPS), le Premier ministre sahraoui a affirmé que, «le programme du gouvernement pour cette année intervient dans un contexte particulier marqué par l'intensification du conflit avec l'occupant marocain et ses alliés sur tous les fronts, notamment le front militaire, caractérisé par une escalade après le retour à la lutte armée, suite à la rupture du cessez-le-feu par le Maroc le 13 novembre 2020».

Cette conjoncture, poursuit le responsable sahraoui, «nécessite une synergie des efforts nationaux et appelle à relever les défis dans plusieurs domaines de l'action nationale afin de s'adapter à la réalité de la guerre et répondre à ses besoins hu-



mans et matériels en se basant sur les grandes priorités».

Le Premier ministre sahraoui a cité parmi ces priorités «le renforcement des capacités de combat de l'armée populaire de libération sahraouie (APLS) et le déploiement des capacités disponibles pour renforcer le moral des combattants et prendre soin de leurs familles, en plus d'améliorer le rendement des services de sécurité (...)». Il a, en outre, appelé à «généraliser l'enca-

drement à tous les niveaux et à assurer la continuité des programmes sociaux et de services consacrés aux citoyens en plus de renforcer le front extérieur qui est l'un des fronts principaux de la lutte contre les conspirations de l'ennemi et ses alliés étrangers». Le programme du gouvernement prévoit également «renforcer l'action de lutte pour l'indépendance, à différents niveaux, de rénovation des méthodes de ripostes contre l'occupant marocain, de continuer à

œuvrer pour élargir la zone géographique du soulèvement pour l'indépendance et continuer à impliquer la communauté sahraouie pour qu'elle soit un soutien politique, moral et financier».

Le Premier ministre sahraoui a souligné que ces priorités seront incluses dans le programme du gouvernement pour l'année 2022, aux côtés des différents mécanismes de suivi, parmi lesquelles les exigences pour la réalisation des différents programmes.

UA-ENTITÉ SIONISTE

L'infiltration de l'entité sioniste dans le continent africain sert ses agendas contre l'humanité

La présidente de l'Observatoire de veille pour les droits de l'Homme et des causes justes Safia Hamour a affirmé vendredi lors d'une conférence régionale africaine, que l'infiltration de l'entité sioniste dans le continent

africain «tend à provoquer une fracture dans la société africaine afin d'atteindre ses objectifs et réaliser ses agendas contre l'humanité».

Intervenant par visioconférence à la conférence sur «les motifs de l'an-

nulation de la décision portant adhésion de l'entité sioniste à l'Union africaine», organisée par l'Observatoire de veille pour les droits de l'Homme et des causes justes, Mme Hamour a expliqué que «le soutien de l'Algérie à la cause palestinienne et à nos frères palestiniens qui ne date pas d'aujourd'hui, n'est pas la résultante de la vague de normalisation avec l'entité sioniste, mais il est profondément ancré, car la question palestinienne est avant tout une question de foi, d'histoire, de liberté et de justice».

Ont participé à la Conférence de nombreuses personnalités et des représentants de la société civile de plusieurs pays africains, afin d'examiner la décision d'accorder à l'entité sioniste la qualité d'observateur au sein de l'UA et tous les aspects liés à son infiltration dans le continent africain.

Considérant que les graves violations commises par l'entité sioniste contre le peuple palestinien «bafouent principalement les valeurs et les principes fondateurs de l'UA, elle rappelle que ces principes sont bel et bien fondés sur la lutte contre le colonialisme et la discrimination raciale ainsi que sur la défense des causes justes».

Mme Hamour a exprimé son vif souhait de voir le 53e Sommet africain ordinaire, prévu début février prochain, parvenir à «abroger la décision d'attribuer à l'occupation sioniste la qualité d'observateur à l'UA et à entreprendre des efforts plus sérieux dans ce sens».

La Conférence fera parvenir sa déclaration finale à l'UA et à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, en vue de souligner davantage l'importance de la question et son impact sur l'avenir du continent, a-t-elle conclu.

RUSSIE-ETATS UNIS

De nouvelles sanctions américaines contre la Russie pourraient couper les relations bilatérales (Lavrov)

Si les Etats-Unis imposaient de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie, ils risqueraient de couper complètement les relations avec Moscou, a déclaré vendredi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«En ce qui concerne la menace de (nouvelles) sanctions, nous avons dit aux Américains lors des contacts entre les présidents que l'ensemble (de nouvelles sanctions) envisagé actuellement par Washington, comprenant une fermeture complète des systèmes financiers et économiques contrôlés par l'Occident, équivaudrait à une rupture des relations», a martelé M. Lavrov. L'Occident comprend cela et un tel scénario ne serait clairement pas dans les intérêts de qui que ce soit, a noté le ministre russe lors d'une interview accordée à des médias russes. Il a souligné que les responsables occidentaux exagéraient la situation en Ukraine «de manière hystérique» en exigeant une désescalade et en appelant la Russie à «choisir la diplomatie». M. Lavrov a souligné que la Russie avait choisi la voie de la diplomatie depuis longtemps et qu'elle avait



toujours adhéré au principe qu'aucun Etat ne devrait renforcer sa propre sécurité aux dépens des autres. «Les Américains ont com-

mencé à utiliser l'Ukraine contre la Russie de manière ouverte et cynique à tel point que même Kiev est effrayé», a-t-il ajouté.

«Nous ne souhaitons pas la guerre, mais nous n'autoriserons pas non plus d'attaque sérieuse contre nos intérêts», a ajouté M. Lavrov.



ETATS UNIS-RUSSIE-UKRAINE

Washington enverra «prochainement» des troupes en Europe de l'Est (Biden)

Joe Biden a indiqué vendredi qu'il enverrait «prochainement» un petit nombre de militaires américains en Europe de l'Est, sur fond de tensions avec Moscou autour de l'Ukraine. «Je vais envoyer des troupes améri-

caines en Europe de l'Est et dans les pays de l'Otan prochainement. Pas beaucoup», a déclaré le président américain à des journalistes à sa descente d'avion, au retour d'un déplacement en Pennsylvanie (est). Les Etats-Unis

ont déjà placé 8.500 militaires en alerte pour renforcer l'Otan. Joe Biden a toutefois dit et répété qu'il n'était pas question d'envoyer des troupes américaines en Ukraine, qui n'est pas membre de l'alliance militaire.

IRAN

Les pourparlers sur le nucléaire iranien de Vienne sont temporairement suspendus

Les pourparlers relatifs à l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, officiellement connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA), ont été temporairement suspendus, a annoncé vendredi l'Union européenne (UE). Selon un communiqué du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), le 8e cycle de négociations à Vienne

«va faire une pause», ce qui donnera aux participants le temps de retourner dans leurs capitales respectives pour des consultations avec leurs gouvernements. «Les pourparlers reprendront la semaine prochaine», ajoute le communiqué, indiquant que «les participants poursuivront les discussions sur la perspective d'un éventuel retour des Etats-Unis

au sein du JCPOA et sur la manière d'assurer la mise en œuvre complète et effective de l'accord par toutes les parties». Enrique Mora, secrétaire général adjoint du SEAE, a pour sa part écrit sur Twitter que les participants retourneraient dans leurs capitales «pour des consultations et des instructions» et reviendraient la semaine prochaine, notant aussi

que «des décisions politiques sont nécessaires maintenant». L'Iran et les cinq autres signataires restants du JCPOA, à savoir la Chine, la Russie, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, ont tenu des séries de pourparlers à Vienne dans le but de relancer l'accord, dont Washington s'est retiré en 2018 sous l'ancien président Donald Trump.

DÉFENSE

L'Inde vend des missiles de croisière aux Philippines

L'Inde a annoncé, vendredi, avoir conclu un contrat pour la vente aux Philippines des missiles de croisière supersoniques, baptisés BrahMos, d'un coût de 375 millions de dollars. Selon des médias indiens, ce contrat devrait ouvrir la voie à d'autres accords de ce type avec les Philippines ainsi qu'avec d'autres pays de l'ASEAN, notant que ce tout premier contrat de missiles BrahMos d'une portée

de 290 km, qui a été développé conjointement par l'Inde et la Russie, revêt une importance stratégique dans le contexte de tensions régionales et constitue une nouvelle étape dans la quête de l'Inde pour devenir un important exportateur d'armes.

Le contrat, en vertu duquel trois batteries de missiles de la version anti-navire seront livrées aux Philippines dans un délai de deux

ans, a été signé par le secrétaire philippin à la Défense nationale, Delfin Lorenzana et le chef de BrahMos Aerospace, Atul Rane.

L'armée indienne dispose de quatre régiments BrahMos, et prévoit d'en commander davantage lorsque la version 800 km sera opérationnelle. Le gouvernement indien a fixé un objectif d'exportation annuel d'armes de 5 milliards de dollars d'ici 2025.

EMIRATS

Les attaques des Houthis ne doivent pas devenir "la nouvelle norme"

Les attaques du mouvement Ansarallah dit Houthis yéménites contre les Emirats arabes unis ne doivent pas devenir la "nouvelle norme", a déclaré jeudi un responsable émirati, promettant une défense tenace après deux récentes attaques des Houthis contre leur territoire. Une attaque

de drones et de missiles contre Abou Dhabi, l'un des sept émirats de la fédération, a fait trois morts le 17 janvier, suivie lundi par deux tirs de missiles balistiques, interceptés par les forces américaines basées dans la capitale émiratie.

«Ce ne doit pas devenir la nou-

velle norme pour les Emirats arabes unis. Nous refusons d'accepter la menace terroriste des Houthis qui visent notre peuple et notre mode de vie», a affirmé le responsable émirati, cité par l'AFP. Les Houthis ont mené de multiples opérations contre l'Arabie saoudite, mais l'attaque du

17 janvier contre Abou Dhabi était la première reconnue par les Emirats à l'intérieur de leurs frontières. Elle a été suivie par une série de frappes aériennes de la coalition au Yémen et par des offensives au sol des forces gouvernementales contre les Houthis.

BIRMANIE

Tout faire pour éviter une guerre civile, exhorte la Chine

Il faut éviter «davantage de violences» et «une guerre civile» en Birmanie, a déclaré vendredi l'ambassadeur chinois à l'ONU à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité au cours de laquelle la nouvelle émissaire onusienne a dit espérer bientôt aller dans le pays.

«Nous devons éviter l'aggravation de la situation, éviter davantage de violences, éviter une guerre civile.

C'est l'objectif principal que nous devrions avoir à l'esprit», a affirmé Zhang Jun à quelques médias après cette réunion à huis clos de deux heures.

A la question de savoir si la nouvelle émissaire de l'ONU, la Singapourienne Noeleen Heyzer, se rendrait bientôt en Birmanie, le diplomate chinois a indiqué qu'elle en avait fait la demande à la junte.

«Nous devons lui donner plus de temps. Elle parle à toutes les parties concernées. Elle a également demandé cela», une visite en Birmanie, et «il y a de l'espoir qu'elle puisse l'obtenir», a-t-il précisé. L'ambassadeur adjoint du Royaume-Uni, James Kariuki, qui avait demandé la réunion du Conseil de sécurité, a confirmé une volonté de l'émissaire de l'ONU d'aller bientôt en Birmanie, sous le contrôle total des militaires depuis le coup d'Etat du 1er février 2021.

«Elle va essayer d'y aller bientôt mais les conditions doivent être réunies», a-t-il dit sans autre détail.

James Kariuki a indiqué que les exposés de Noeleen Heyzer et du ministre cambodgien des Affaires étrangères, Prak Sokhonn, médiateur pour la Birmanie au nom de l'Asean (Association des nations d'Asie du Sud-Est), avaient été conséquents.

Ce dernier a rendu compte d'un déplacement controversé début janvier en Birmanie du Premier ministre cambodgien, Hun Sen, auquel il a participé.

Cette visite a été la première d'un dirigeant étranger en Birmanie depuis le coup d'Etat. Ses détracteurs ont mis en garde contre le risque de légitimer la junte et de saper les efforts visant à isoler les généraux. «Nous avons eu beaucoup d'éléments des deux émissaires, ce qui était important» car c'était la «première fois qu'ils parlaient au Conseil», a fait valoir James Kariuki.

Il a précisé que son pays «travaillait sur une déclaration pour essayer de refléter les domaines d'accord au sein du Conseil» mais qu'il ne s'attendait pas à une approbation unanime dès ce vendredi. La visite cambodgienne «a été plutôt bonne, plutôt fructueuse», a estimé Zhang Jun.

«Nous saluons les actions, les efforts déployés par l'Asean, par le Premier ministre cambodgien» et «nous leur avons demandé de poursuivre leurs efforts», a-t-il ajouté. L'Asean s'était mis d'accord en avril sur un «consensus en cinq points» visant à restaurer le dialogue, et accepté par la junte mais peu suivi d'effets depuis.

L'armée, qui a justifié le coup d'Etat par de supposées fraudes électorales massives en 2020, continue de réprimer la dissidence, souvent violemment.

ALGÉRIE-EGYPTE

Chaalal met en avant la volonté politique de renforcer les relations culturelles entre les peuples algérien et égyptien

La ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal, a mis en avant mercredi «la volonté politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de renforcer les relations culturelles et les liens de fraternité entre les peuples algérien et égyptien», rappelant la décision du Président Tebboune lors de sa visite de travail et de fraternité en République arabe d'Égypte relative à l'ouverture d'un centre culturel algérien dans ce pays.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de sa participation à l'ouverture de la Foire internationale du livre du Caire, la ministre a précisé que son département «veillera à ce que les cadres de ce centre soient issus du monde de la culture et jouissent d'une expérience pour assurer son bon fonctionnement».

Selon la ministre, certains centres culturels sont gérés de «manière irrationnelle», notamment en matière de ressources humaines où la quantité prime sur la qualité.

«Au lieu de servir à la promotion de la culture algérienne, les budgets sont dépensés dans les salaires !», a-t-elle regretté.

Concernant les centres culturels réclamés par la communauté algérienne dans de nombreux pays, Mme Chaalal a fait savoir qu'après l'Égypte, des centres culturels algériens seront ouverts dans d'autres pays.

En attendant, le ministère compte organiser des semaines culturelles algériennes pour promouvoir la culture algérienne.

«Nous sommes en concertation avec nos représentations diplomatiques à l'étranger pour l'organisation de ces semaines qui permettront de pallier l'absence de centres culturels», a-t-elle dit.

Evoquant le Salon international du livre d'Alger (Sila) prévu en mars prochain, la ministre a indiqué que 134 maisons d'édition égyptiennes avaient d'ores et déjà confirmé leur participation à ce salon qui fait son retour après une absence due à la pandémie de Covid-19.

A ce propos, elle a souligné que le ministère avait décidé de réduire les tarifs de location des stands au profit des éditeurs.

Une démarche qui a été saluée par le président de l'Union des éditeurs arabes, Mohamed Rachad.

L'Algérie participe à la 53e Foire internationale du livre au Caire avec plus de 600 titres entre livres et publications dans divers domaines littéraires et historiques et des livres sur le patrimoine culturel et l'archi-



ture, ainsi que ceux pour enfants et adolescents, d'autant que ces titres constituent «les publications les plus importantes» au cours des deux dernières années.

Une commission mixte de la culture entre l'Algérie et l'Égypte pour promouvoir la coopération culturelle entre les deux pays

En marge de la visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune en Égypte les 24 et 25 janvier, la ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal s'est entretenue avec son homologue égyptienne, Ines Abdel-Dayem, une rencontre durant laquelle il a été convenu de créer une commission mixte algéro-égyptienne, dans le cadre de la 8e Grande commission conjointe bilatérales.

La commission œuvrera, ajoute M. Chaalal, pour «le renforcement de la coopération culturelle entre les deux pays, à travers l'échange de visites entre troupes théâtrales,

et la mise en place d'ateliers de formation dans le domaine de l'écriture de scénarios en cinéma et au théâtre, et dans toutes les disciplines liées au secteur, en vue de bénéficier de l'expérience égyptienne en la matière».

Lors de cette rencontre, la ministre a insisté sur «la formation des ressources humaines dans le domaine de la production culturelle», notamment en dispensant une formation au profit des étudiants dans le domaine du cinéma, conformément aux directives du président de la République qui met en avant l'importance d'une industrie cinématographique forte en Algérie.

De son côté, la ministre égyptienne de la Culture, Ines Abdel-Dayem a suggéré d'aller vers une production conjointe de films traitant de l'histoire commune entre les deux pays, une proposition saluée par

APS

GHARDAIA

Lancement d'études de réhabilitation et de restauration du patrimoine culturel

Quatre projets d'étude de réhabilitation et de restauration des monuments ancestraux, de grande valeur historique, culturelle et touristique, viennent d'être relancés dans la wilaya de Ghardaia, a appris l'APS auprès de la direction de la Culture et des Arts.

Inscrits en 2010 avant d'être gelés dans le cadre des mesures d'austérité prises par les pouvoirs publics, pour un coût global de près de 50 millions DA, ces projets portent sur l'étude de réhabilitation et restauration du système ancestral de partage des eaux au lieu-dit «Litemza» dans la commune d'El-Atteuf, de la mosquée historique «Al-khafiane» dans la commune de Ghardaia, de la séguia Sidi-Slimane et le Ksar de Méthili dans la commune de Méthili, ainsi que la clôture et les portes du Ksar de Daya Ben-Dahoua de la commune éponyme, a détaillé le directeur local du secteur, Abdeljebbar Belahcene.

Ces études concernent le diagnostic des dysfonctionnements à l'origine de la dégradation de ces monuments ancestraux et la proposition de solutions, en développant une stratégie participative pour sauvegarder ce patrimoine, a-t-il expliqué.

Le programme de restauration et de réhabilitation de ces monuments ancestraux s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant la préservation du patrimoine historique et culturel Oasien, omniprésent dans la vallée du M'zab, ainsi que la promotion touristique de la région.

L'objectif ultime est la valorisation de ce patrimoine et la mise en place de mesures nécessaires pour sa sauvegarde, notamment le patrimoine hydraulique par-

faitement adapté aux besoins des régions arides et semi-arides, selon M. Belahcene.

Toutes ces actions, décidées en étroite collaboration avec les acteurs de la société civile, visent à valoriser le patrimoine matériel et immatériel de la région de Ghardaia dans toute sa diversité et la rendre plus attractive pour la mise en place d'un développement touristique durable, a-t-il souligné.

Le souci des acteurs de la Culture est de mettre en valeur le style architectural singulier de la région du M'zab, classée depuis 1982 patrimoine universel par l'UNESCO, ainsi que la richesse artistique et culturelle exceptionnelle de cette contrée.

Parmi la richesse patrimoniale, on retient les ksour en premier lieu, les mosquées et autres monuments funéraires, ainsi que les ouvrages hydrauliques ancestraux se trouvant dans les palmeraies et les lits d'oueds, tels que les puits traditionnels, les puits capteurs d'eaux pluviales ainsi que le système de partage des eaux.

Un patrimoine témoin d'un passé historique séculaire

Avec plusieurs monuments historiques et espaces religieux, des maisons remparts sur la façade et des fortifications, les cinq ksour existant dans la vallée du M'zab (Béni-Isguen, Bounoura, El-Atteuf, Mélika et Ghardaia), témoins d'une civilisation architecturale atypique et d'un passé historique séculaire, ont bénéficié d'une opération de restauration en 2015, signalant-on. Ces monuments historiques ont connu un processus de dégradation et de décrépitude suite aux «aléas du temps» et nécessitent une

révitalisation et un confortement, afin de renforcer la position touristique et culturelle du M'zab à l'échelle internationale, dans le strict respect de l'environnement.

Véritable musée à ciel ouvert, la pentapole du M'zab composée de ses cinq ksour (villes forteresses) avec leur bâti traditionnel considéré comme des chefs d'œuvre architecturaux uniques, ingénieux et conçus sous forme «d'amphithéâtre» épousant le site rocailloux et serpenté par une vallée prise par les touristes, suscite un intérêt particulier des spécialistes, chercheurs, universitaires et autres étudiants en architecture et urbanisme.

Ce précieux patrimoine architectural a subi plusieurs actions en matière de réhabilitation et de revalorisation, après une lente décrépitude liée aux aléas du temps (érosion, vieillissement, inondation).

Par cette opération de revitalisation, les ksour du M'zab retrouveront leur véritable parure, leur rayonnement d'antan et leur aspect esthétique, afin que ce patrimoine national classé «Secteur Sauvegardé» en 2005 par décret exécutif N° 05/209, serve de levier pour la promotion du tourisme, notamment culturel dans la région. Pour les responsables locaux, les pouvoirs publics comptent à travers la restauration et la rénovation du patrimoine matériel de la région à booster l'activité touristique et valoriser l'artisanat local, avec la diversité exceptionnelle des sites et monuments historiques, et faire de ces segments un des points forts du développement d'un tourisme culturel attractif, respectueux de l'environnement.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

MISE EN DEMEURE N°02

La société SARL ELEKOM MEDICAL ORAN, titulaire du marché N° 89 du 06/07/2020 visé par le CF sous le N° 1622/2020 en date du 26/08/2020 relatif à :

ACQUISITION D'EQUIPEMENTS MEDICAUX ET COLLECTIFS
AU PROFIT DE L'UMC CHORFA
LOT 03 : EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE

est mise en demeure pour la deuxième fois sous huitaine à compter de la deuxième parution dans les quotidiens nationaux et BOMOP du présent avis de se présenter au siège de la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Chlef pour signature de l'ODS et entamer la livraison.

Faute de quoi, des mesures coercitives seront prises conformément à la réglementation en vigueur.

USA

Amazon accusé par une plainte de pratiques anti-syndicales à New York

L'agence américaine en charge du droit du travail (NLRB) a déposé une plainte accusant Amazon de tenter de dissuader des salariés d'un entrepôt de Staten Island, à New York, de se syndiquer.

Dans un document daté de jeudi, le NLRB fait état de plusieurs exemples, en mai et juin 2021, de responsables du site, d'agents de sécurité ou d'un consultant, affirmant qu'un syndicat serait « futile », traitant les personnes menant l'effort de syndicalisation de « voyou », interrogeant les employés sur leurs activités syndicales voire confiscant leurs tracts.

L'agence, qui a été saisie par trois personnes différentes, souhaite que le groupe informe mieux les salariés de leurs droits en termes de syndicalisation.

L'entreprise « a enfreint la loi à plusieurs reprises en menaçant, surveillant et interrogeant des salariés de l'entrepôt de Staten Island impliqués dans la campagne de syndicalisation », a affirmé la responsable locale du NLRB, Kathy Drew King. Amazon affirme de son

côté que « ces allégations sont fausses ». Une audience devant un juge administratif aura lieu le 5 avril. Plusieurs employés de l'entrepôt tentent depuis l'an dernier d'y créer un syndicat. Après plusieurs péripéties, le NLRB a reconnu mercredi qu'ils avaient recolté suffisamment de signatures pour demander l'organisation d'un scrutin. Une audition doit avoir lieu avec les deux parties le 16 février pour discuter de son organisation. Cette tentative de syndicalisation dans un entrepôt new-yorkais d'Amazon fait suite à celle dans un entrepôt de l'Alabama au printemps dernier, qui avait échoué. Mais le NLRB ayant estimé que l'entreprise avait enfreint les règles en amont de ce scrutin a exigé un nouveau vote, qui doit avoir lieu, par correspondance, en février et mars.



TÉLÉCOMS

La Chine s'oppose « fermement » à la suppression d'un opérateur chinois de télécommunications aux Etats-Unis

La Chine s'oppose « fermement » à la généralisation du concept de sécurité nationale des Etats-Unis, à son abus du pouvoir de l'Etat et à sa suppression « malveillante répétée » sur les opérateurs chinois de télécommunications en l'absence de faits, a déclaré vendredi le ministère du Commerce. La Com-

mission fédérale américaine des Communications a révoqué jeudi l'autorisation de la société China Unicom America à fournir des services de télécommunications aux Etats-Unis. Cet acte est « une déviation sévère par rapport aux principes axés sur le marché, et a porté atteinte aux droits et intérêts légi-

times des entreprises et des consommateurs chinois, dont ceux des Etats-Unis, et a perturbé l'ordre normal de l'économie et du commerce internationaux », selon le ministère. Le ministère a exhorté les Etats-Unis à « cesser immédiatement » sa suppression « injustifiée » des entreprises chinoises et à traiter

équitablement les investissements et les opérations des entreprises chinoises aux Etats-Unis. La partie chinoise « prendra des mesures nécessaires à sauvegarder les droits et intérêts légitimes » des entreprises chinoises, a indiqué le ministère.

AP3

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Bordj Bou Arréridj
Daira d'El-Hammadia
Commune d'EL-RABTA
N° FISCAL : 098434339001032

Appel d'offres ouvert (deuxième fois)
N° 01/2022

-Le président de l'assemblée populaire communale de la commune d'El-Rabta lance un avis d'appel d'offre ouvert (deuxième fois) pour TRANSPORT SCOLAIRE POUR L'ANNEE 2022

Table with 5 columns: Rqcm (حصة), Rqm (حصة), Rqm (حصة), Rqm (حصة), Rqm (حصة). It lists various categories of school transport services and their corresponding quantities.

Les soumissionnaires qualifiés intéressés par le présent avis, peuvent se rapprocher de la commune d'El-Rabta pour retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 5.000,00 DA. Au niveau de Bureau de marché

Trois enveloppes doivent être insérées dans une enveloppe fermée, la première comporte l'offre financière et la deuxième. Comporte L'offre technique et la troisième l'offre de Candidature. L'enveloppe extérieure devra anonymiser et ne comporter que la mention:

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Appel d'offre ouvert (deuxième fois) n° 01/2022

TRANSPORT SCOLAIRE Pour L'ANNEE 2022.

N° Lot

Non de ligne

Les offres doivent être déposées auprès de bureaux des marchés publics de la commune d'El-Rabta, accompagnées des documents suivants :

L'Offre de dossier de Candidature Contient :

- Une déclaration de candidature. Remplie, Signé, daté et Caché
- Une déclaration de probité. Remplie, Signé, daté et Caché
- Les Statuts pour les Sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes engagées à l'entreprise.
- Régimes de commerce.
- Les attestations fiscales et d'organisme de sécurité sociale (CNAS- CASNOS) attestation d'affiliation les assure
- cartes grises (habiles plus police d'assurance.
- Le reste des documents se trouve dans l'article 09 du cahier de charge (Offre technique)

L'Offre technique Contient :

- Une déclaration à soumettre Remplie, Signé, daté et Caché.
- une mémoire technique justificatif.
- Le Cahier de charges portés à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

L'Offre financière Contient :

- la lettre de soumission remplie Signé, daté et Caché.
- Le bordereau des prix unitaires(BPU) Signé, daté et Caché sans TVA.
- Le devis quantitatif et estimatif (DQE) ou TTC

La date limite de dépôt des offres est fixée à sept (07) jours, à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse, ou le BOMOP à partir de 08:00 jusqu'à 11:30

L'ouverture des plis se fera en séance publique le jour correspondant à la date limite de remise des offres, indiquée ci-dessus à 13:00h.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant sans (90) jours à compter de la date limite de dépôt des offres + détails de la préparation des offres. Tous plis arrivera après la date fixée doit être annulé.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUIRA DAIRA DE LAKHDARIA
COMMUNE DE LAKHDAR
Matricule Fiscal : 098410135093424

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/2022

Le président de l'APC de Lakharia lance un avis d'appel d'offres ouvert: pour l'opération suivant :
« Collecte des déchets ménagers et de balayage d'une partie de la ville de LAKHDARIA (Année 2022) »
Lot 01: Balayage et enlèvement des déchets d'une partie de la ville de LAKHDARIA.
Lot 02 : Collecte des déchets ménagers d'une partie de la ville de LAKHDARIA.

Les entreprises qualifiées et intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'APC de Lakharia -Bureau des marchés et programmations- contre paiement de 2.000,00 DA. La date de dépôt des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

1- Le dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature; - La déclaration de probité;
- Les statuts pour les sociétés;
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise;
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.

A/ Capacités professionnelle : Copie de registre de commerce conformément avec l'objet de l'appel d'offre et cahier des charges

B/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans des deux dernières années (2019-2020) et les références bancaires.

C/ Capacités techniques : moyens humains et matériels justifié
Conformément aux dispositions de l'article 69 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et tout état de cause avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

2- L'offre technique contient :

- Une déclaration à soumettre;
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : mémoire technique justificatif;
- Le cahier des charges dûment remplie, datée, signée et cachetée portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3- L'offre financière contient :

- La lettre de soumission;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU);
- Le détail quantitatif estimatif (DQE);

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « Offre technique », « Offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, portant la mention :

Avis d'appel d'offres ouvert N°01/2022

Intitulé de l'opération: « Collecte des déchets ménagers et de balayage d'une partie de la ville de LAKHDARIA (Année 2022) »

Lot 01 : Balayage et enlèvement des déchets d'une partie de la ville de LAKHDARIA.

Lot 02 : Collecte des déchets ménagers d'une partie de la ville de LAKHDARIA.

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

A Monsieur le Président d'A.P.C de Lakharia

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.

L'ouverture des plis s'effectuera en séance publique le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 10 h.

ORAN

La société civile unifie les efforts en vue des JM-2022

Les Scouts musulmans algériens (SMA) de la wilaya d'Oran ont lancé une initiative en direction des différents acteurs de la société civile oranaise "pour fédérer les efforts afin de donner une belle image de la ville d'Oran", qui s'apprête à accueillir la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) l'été prochain, a-t-on appris samedi de cet organisme.

Dans cette optique, une réunion s'est tenue en fin de semaine au siège local des SMA, à laquelle ont pris part de nombreuses associations de la société civile "afin de discuter des moyens d'éradiquer les points noirs et embellir la ville", a précisé la même source.

Au cours de cette même réunion, les présents se sont accordés sur "la nécessité de contribuer – symboliquement soit-il – à une campagne de nettoyage des ordures ménagères devenues préjudiciables pour l'image de marque de la ville d'Oran". Une opération, prévue pour l'après-midi de ce samedi, et par laquelle les associations concernées espèrent symboliser leur engagement envers leur ville, souligne-t-on. Par ailleurs, les participants à la réunion ont convenu également et à l'unanimité de la "nécessité de contribuer efficacement à la réussite de la messe sportive méditerranéenne, prévue du 25 juin au 5 juillet 2022, participant à une meilleure promotion du patrimoine



civilisationnel, historique, culturel et anthropologique de la wilaya d'Oran".

Pour ce faire aussi, les SMA ont lancé un appel en direction des différentes associations de la société civile afin de s'associer aux efforts déployés dans ce registre, faisant savoir que les portes sont ouvertes pour intégrer l'initiative en question.

Pour rappel, les SMA ont convenu, il y a quelques semaines, avec le Comité national d'orga-

nisation des Jeux méditerranéens (COJM) pour signer prochainement une convention de partenariat entre les deux parties. Celle-ci permettrait aux SMA, à travers ses différentes structures de wilayas, de contribuer à la réussite de l'événement sportif méditerranéen en matière de promotion et en participant également à son organisation en portant assistance à la Commission des volontaires et de la Citoyenneté relevant du COJM.

JM-2022

Une délégation du CIJM en visite à Oran

Une délégation du Comité international des Jeux méditerranéens a entamé, vendredi, une visite à Oran pour suivre de près les préparatifs de cette ville pour accueillir la 19e édition des Jeux méditerranéens prévue l'été prochain, a-t-on appris du comité local de l'organisation de cet événement sportif. Cette délégation conduite par le vice-président du CIJM, le Français Bernard Amsalem, aura, au cours de son séjour dans la capitale de l'Ouest du pays, à se réunir avec les différentes commissions relevant du comité d'organisation, a ajouté la même source.

Outre ces réunions qui permettront de faire le

point sur l'état des préparatifs sur le plan organisationnel, il sera question pour Bernard Amsalem et ses deux pairs du CIJM de visiter les infrastructures sportives concernées par les épreuves des JM, a-t-on fait savoir de même source. Les infrastructures concernées sont notamment celles qui n'étaient pas visitées par les membres de l'instance internationale en marge du séminaire dédié aux JM tenu en décembre dernier à Oran, souligne-t-on. Les représentants du CIJM tiendront une conférence de presse dimanche qui coïncide avec la fin de leur visite. La 19e édition des JM est programmée du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

HAND/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES NATIONS JUNIORS FILLES L'Algérie débute contre la Guinée

La sélection algérienne juniors filles (U20) entamera la 28e édition du championnat d'Afrique des nations de la catégorie prévue du 17 au 27 février à Conakry (Guinée) face au pays hôte, en match d'ouverture le 19 février à 19h00, selon le programme de la compétition dévoilé par la Confédération africaine de handball (CAHB). Logé dans le groupe B, le sept algérien enchaînera ensuite contre la Tunisie le 20 fé-

vrier à 16h00 avant de boucler la phase de poules contre le Nigeria le 22 février à 15h00. Le groupe A est composé de l'Angola, de l'Égypte, de la Zambie et du Burkina Faso. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les demi-finales prévues le 24 février, tandis que la finale aura lieu le 26 février. De son côté, la sélection algérienne cadette filles (U18) de handball entamera la 17e édition du championnat d'Afrique

prévue du 27 février au 4 mars prochain à Conakry (Guinée), face à la Guinée Bissau le dimanche 27 février à 15h00, selon le programme de la compétition dévoilé par l'instance africaine.

Le sept algérien affrontera ensuite la Gambie le 28 février à 17h00, avant de croiser le fer successivement contre la Guinée le 1er mars à 19h00, l'Égypte le 3 mars (17h00) et la Sierra Leone le 4 mars (15h00). Le tournoi qui regroupera

six pays seulement se déroulera sous forme d'un mini-championnat, durant lequel chaque équipe disputera cinq matchs. Le premier à l'issue de cinq journées sera déclaré champion.

La Coupe d'Afrique des nations juniors est qualificative pour le Championnat du monde de la catégorie prévu du 21 juin au 7 juillet 2022, alors que la CAN cadettes est qualificative pour le Mondial-2022 en Géorgie, du 2 au 14 août.

CHAMPIONNAT RÉGIONAL INTERSERVICES DE POLICE DE TIR AU PISTOLET Les sûretés de wilaya de Mostaganem et Nâama sacrées

Les équipes de la sûreté de wilaya de Mostaganem et de Nâama ont été sacrées au championnat régional de tir au pistolet interservices de police de la région ouest du pays des catégories masculine et féminine. L'équipe masculine de la sûreté de wilaya de Mostaganem a pris la première place avec 454 points, suivie par celle de la sûreté de wilaya de Nâama avec 420 points. L'équipe de la sûreté d'Ain Teouchent a terminé à la troisième place avec 419 points. Chez les dames, par équipes, la sûreté de wilaya de Nâama a obtenu la première place avec 330 points, devançant celles de

Mostaganem (228 points) et de Sidi Bel-Abbes (216 points). La première place en individuel hommes est revenue au commissaire de police Hamouda Hamid (sûreté de wilaya d'Oran) avec 163 points, suivi du lieutenant Ouardas Yacine (sûreté de Nâama) avec 161 points et le lieutenant Bendjebbar Ameur (sûreté de Sidi Bel-Abbes) à la troisième place avec 158 points. Le titre individuel dames a été rattrapé par le lieutenant Youcef Zahira (sûreté de Sidi Bel-Abbes), qui a obtenu 156 points, suivie à la seconde place par l'inspectrice principale Mecherfi Rabiâa (sûreté de Nâama) et, à

la troisième place, par Benahmed Fatna (sûreté de Tlemcen). La cérémonie de clôture de ce championnat régional de deux jours, qui a vu la participation de 73 sportifs, dont 34 dames de 12 wilayas, a eu lieu à la salle de tir Chadid du devoir national Djamel Bouharas de Kharrouba, en présence des autorités de la sûreté nationale de Mostaganem et Oran. Ces compétitions qualificatives du championnat national de tir au pistolet interservices de police s'inscrivent dans le cadre du programme tracé par la Direction de la santé et de l'activité sociale et sportive de la DGSN, rappelle-t-on.

CYCLISME

Vers un partenariat entre les fédérations algérienne et émiratie

Le président de la Fédération algérienne de cyclisme, Kheireddine Barbari est sur le point de signer un contrat de partenariat avec son homologue émirati, Mansour Abu Assiba, a-t-on appris vendredi auprès de l'instance fédérale.

Barbari s'est rendu aux Emirats arabes unis sur invitation de son homologue, pour assister à la septième édition du Tour cycliste de Sharjah, dont la première étape a été disputée ce vendredi après-midi.

Le président de la Fédération algérienne a profité de l'occasion pour essayer de négocier cette possibilité de partenariat avec Abu Assiba, et qui portera entre autres «sur la collaboration et

l'échange d'expériences entre les deux instances», aussi bien en matière «d'athlètes, d'entraîneurs et de mécaniciens» a encore précisé la FAC dans un communiqué. «Barbari espère aussi voir certains cyclistes algériens rejoindre de prestigieuses équipes professionnelles aux Emirats arabes unis», ce qui leur permettra d'améliorer leur niveau, et par conséquent, à mieux représenter les couleurs nationales à l'avenir. L'Algérie fait partie des 15 nations engagées la septième édition du Tour cycliste de Sharjah, dont la première étape, disputée ce vendredi après-midi, a été remportée par l'Australien Cyrus Moine, sociétaire de l'équipe Meiyu CCN.

CYCLISME - COUPE D'ALGÉRIE 2022 DE VTT (1^{RE} MANCHE)

Victoire de Tawfik Ghoubach en Downhill

Le cycliste Tawfik Ghoubach, de la Ligue de Tiaret, a remporté l'épreuve de descente (ndlr: Downhill), disputée vendredi à Zemmoura, dans la Wilaya de Relizane, pour le compte de la première manche de la Coupe d'Algérie 2022 de vélo tout terrain (VTT). Ghoubach a bouclé les 2,1 kilomètres de l'épreuve en trois minutes, quatre secondes et quatre-vingt-quatre centièmes, devant Sid Ahmed Nouar, également de la Ligue de Tiaret (3:8:12), au moment où Billel Mameri, de la Ligue d'Alger, a complété le podium en 3:8:23. Au total, 23 cyclistes, représentant

10 Ligues de Wilayas d'Alger, ont pris part à cette épreuve du Downhill, comptant pour la première manche de la Coupe d'Algérie de VTT.

Il s'agit des Wilayas d'Alger, Blida, Tiaret, Relizane, Oran, Djelfa, Chlef, Mascara, Tipasa et Tissemsilt, alors que la compétition a été marquée par la présence de plusieurs cadres et responsables locaux, ainsi que le premier vice-président de la fédération, Abbès Fertous. Les péripéties de cette première manche de la Coupe d'Algérie de VTT se poursuivront samedi matin, avec le dé-

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE UNIVERSITAIRE DE JEUX D'ÉCHECS EN LIGNE

Benamar Sihem et Alaeddine Boularnes sacrés

Benamar Sihem de Batna en filles et Alaeddine Boularnes de l'université de Constantine garçons ont remporté jeudi la 7e édition du championnat d'Algérie universitaire de jeux d'échecs en ligne. Chez les filles, Benamar Sihem a totalisé 12 points devant Narimane Bekkouche avec 11 points et Boubandir Nasrine de l'université Salah Boubnidir de Constantine (11 points). Chez les garçons, Alaeddine Boularnes de l'université Abdelhamid Mehri de Constantine a remporté douze victoires et un nul sur 13 rondes devant Kenouch Youcef de l'université de Skikda avec 11 points, alors que Hach-

lamoune Amdjed de l'université Salah Boubnidir de Constantine a complété le podium avec 10 points. Cette phase finale, disputée en ligne selon le système suisse en 13 rondes à la cadence de trois minutes au finish avec ajout de deux secondes par coup joué, a été jugée d'un niveau technique «très appréciable» par le directeur de la compétition, l'arbitre international Adlène Nesla. Cette compétition, organisée par la direction des œuvres universitaires de Constantine a regroupé 105 étudiants dont 20 filles issus des différents instituts, écoles supérieures et universités du pays.

JUDO-OPEN DE BELGIQUE

Les Algériens à pied d'oeuvre à Bruxelles

Les sélections algériennes de judo, messieurs et dames, ont rallié Bruxelles mercredi soir pour prendre part à l'Open de Belgique (29-30 janvier), avant de participer au Grand Chelem de Paris (5-6 février), a indiqué jeudi la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). «Les équipes nationales, messieurs et dames, qui ont rallié Bruxelles mercredi soir, prendront part à l'Open de Belgique (29-30 janvier) et au Grand Chelem de Paris (5-6 février), avec l'ambition d'honorer les couleurs nationales et préparer les Jeux méditerranéens Oran-2022 et les Jeux olympiques Paris-2024», a écrit la FAJ sur sa page officielle Facebook. Pour ces deux tournois, le staff technique national a retenu un effectif composé de 16 judokas (6 dames et 10 messieurs), précise la FAJ.

Listes des athlètes retenus :

Dames : Hadjer Mecerrum (-48 kg), Faïza Aïssahine (-52 kg), Amina Belkadi (-63 kg), Kaouther Ouallal (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg) et Meroua Mamméri (+78 kg).

Messieurs : Mohamed Rebahi (-60 kg), Boubekeur Rebahi (-66 kg), Waïl Ezzine (-66 kg), Messaoud Driss (-73 kg), Houd Zourdani (-73 kg), Abderrahmane Laouar (-81 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg), Mohamed Sofiane Belrakâa (+100 kg) et Mohamed Mehdi Lily (+100 kg).

ALGÉRIE Djahid Zefizef nouveau manager général des Verts

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé jeudi la désignation de Djahid-Abdelouheeb Zefizef en qualité de nouveau manager général de l'équipe nationale A.

Cette désignation intervient après le limogeage d'Amine Labdi lundi, lors de la réunion de travail du président de la FAF, Charaf-Eddine Amara, avec les membres des différents staffs de la sélection nationale, en prévision de la double confrontation face au Cameroun pour le compte des barrages de la Coupe du Monde Qatar 2022.

Après l'élimination des Verts dès le 1^{er} tour de la CAN-2021, terminant à la dernière place du groupe E avec un point seulement, le patron de la FAF avait promis des changements significatifs dans les structures qui gèrent l'équipe nationale A.

Djahid-Abdelouheeb Zefizef (59 ans) avait déjà occupé plusieurs postes au niveau de la FAF, dont celui de vice-président lors du mandat de l'ancien président Khierddine Zetchi



avant de démissionner en septembre 2018.

Il a été également des campagnes des Verts en Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud et 2014 au

Brsil avec l'ancien président Mohamed Raouraoua, en qualité de membre du bureau fédéral.

La première mission du nouveau manager des

Verts consiste à préparer la double confrontation contre le Cameroun en barrages du mondial 2022 prévue entre le 23 et le 29 mars prochain.

COUPE DU MONDE DES CLUBS

Un trio d'arbitre algérien retenu pour le rendez-vous des Emirats arabes unis

Le trio arbitral algérien composé de Mustapha Ghorbal, et ses assistants Abdelhak Etchiali et Mokrane Gourari ont été retenus, par la FIFA, pour officier lors de la prochaine Coupe du monde des clubs qui se tiendra du 3 au 12 février 2022 aux Emirats Arabes Unis, a indiqué un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF).

«Le trio algérien, l'unique représentant africain, a dû quitter la CAN TotalEnergies au Cameroun 2021 pour rejoindre la capitale émiratienne pour assister à des séminaires avant d'en-

tamer la compétition», a révélé l'instance fédérale. Lors de ce tournoi, le club émirati d'Al-Jazira croisera le fer avec les Néo-Zélandais d'Auckland lors du match d'ouverture, avant que le vainqueur de cette confrontation ne joue les Saoudiens d'Al-Hilal pour rejoindre Chelsea, champion d'Europe, en demi-finale.

Par ailleurs, les Egyptiens d'Al Ahly seront opposés aux Mexicains de Monterrey, et le vainqueur affrontera le club brésilien de Palmeiras, vainqueur de la Copa Libertadores, dans l'autre demi-finale. Il est à rappeler que l'ar-

bitre Mustapha Ghorbal a arbitré le match d'ouverture de la CAN 2021 entre le Cameroun et le Burkina (2-1).

La Commission des Arbitres de la FIFA a retenu au total cinq trios d'arbitres et un arbitre de réserve.

La FIFA a également sélectionné sept autres arbitres qui officieront en tant qu'arbitres assistants vidéo et adjoints aux arbitres assistants vidéo. Les arbitres sélectionnés effectueront leurs derniers préparatifs aux Emirats arabes unis quelques jours avant le coup d'envoi de l'épreuve.

CAN 2022 FÉMININE (2E ET DERNIER TOUR/ALLER)

Afrique du Sud-Algérie le 18 février à Johannesburg (FAF)

La rencontre opposant la sélection algérienne féminine à son homologue de l'Afrique du Sud aura lieu le samedi 18 février au stade d'Orlando (15h00) à Johannesburg, pour le compte du 2^e et dernier tour aller des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, indique un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF).

«La rencontre-aller aura lieu le samedi 18 février à Johannesburg, au stade d'Orlando (15h00).

La manche-retour, elle, est programmée au stade Omar Hamadi de Bologhine, à Alger, le mercredi 23 février (18h00)», a indiqué la FAF.

Afin de préparer ce grand rendez-vous, les Verts entreront en stage au Centre technique de Sidi

Moussa à Alger le 14 février 2022.

L'Algérie avait dominé au 1^{er} tour des éliminatoires le Soudan, en s'imposant lors du match aller disputé à Alger sur le score fleuve de 14 à 0, alors que la match retour prévu à Khartoum avait été annulé à cause de la situation politique au Soudan, rappelé-on.

Outre le Maroc (pays or-

ganisateur), 11 pays issus du second tour prendront part à la phase finale de la CAN-2022 (2 - 23 juillet 2022).

Les demi-finalistes de la CAN-2022 se qualifieront pour la phase finale du Mondial-2023 organisé simultanément en Australie et Nouvelle-Zélande, auxquels pourraient s'ajouter deux pays africains issus des barrages.

TOURNOI UNAF (U16)

La compétition reprogrammée du 14 au 22 mars à Alger

Le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) des moins de 16 ans (U16), reporté à deux reprises en raison de la pandémie de Covid-19, se déroulera du 14 au 22 mars à Alger, a annoncé vendredi l'UNAF. Prévue initialement du 20 au 30 décembre 2021, la compétition avait été reprogrammée du 14 au 24 février,

avant que la Fédération algérienne de football (FAF) ne décide de reporter le tournoi à une date ultérieure en raison de la situation pandémique liée à la Covid-19 en Algérie. «Ce tournoi sera reprogrammé ultérieurement, une fois que la situation pandémique connaîtrait une nette amélioration», a indiqué le communiqué

de la FAF, publié jeudi. Mais ce vendredi l'UNAF a annoncé les nouvelles dates de l'organisation de ce tournoi (14-22 mars) qui permettra aux sélections d'Algérie, Tunisie, Libye, Egypte et Maroc, de préparer les éliminatoires de la CAN 2023 des U17 dont la phase finale aura lieu en Algérie du 8 au 30 avril 2023.

Mourad Belakhdar nommé vice président de la LFP

Mourad Belakhdar a été nommé vice-président de la Ligue de football professionnel, a indiqué l'instance chargée de la gestion de la compétition vendredi.

La décision a été prise lors de la réunion du bureau exécutif de la LFP, tenue jeudi 27 janvier au niveau de son siège à Alger, sous la présidence de Abdelkrim Medaouar.

Au cours de la même réunion, le bureau a adopté la proposition du président concernant la suite de la répartition des tâches.

Ainsi, Abdellah Benaïssa a été chargé de la commission de l'audit des stades, et Lamine Kabir responsable du département des compétitions. M. Abdelkader Benayada, membre de la cellule juridique chargée de l'aide et de l'accompagnement des clubs algériens qui ont des contentieux devant la fédération internationale de football (FIFA). Le bureau a également examiné de multiples propositions concernant la mise à jour et l'enrichissement du manuel de reprise des compétitions qui a été élaboré en 2020 par une commission compétente. Plusieurs sujets ont été abordés, notamment l'utilisation de la feuille de match électronique. La réunion a vu la participation de Mohamed Bichari, vice président de la commission fédérale d'arbitrage.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (JSK-ROYAL LÉOPARDS) L'arbitre constate l'absence de l'équipe visiteuse

Le match opposant la JS Kabylie au Royal Léopards d'Eswatini, pour le compte du 2^e tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération de football, prévu ce jeudi à 18h00 à Tizi-Ouzou, n'a pas eu lieu en raison de l'absence de l'équipe visiteuse qui ne s'est pas déplacée en Algérie. "L'équipe de la JSK s'est présentée sur le terrain à l'heure du match, les arbitres de la rencontre ayant constaté l'absence de l'adversaire ont sifflé la fin de la partie", a écrit le club algérien sur sa page officielle Facebook.

"Il y a lieu de signaler que la Confédération africaine (CAF) a informé la Fédération algérienne et la JSK que ce cas sera soumis à la commission des compétitions interclubs qui prendra la décision définitive", ajoute la même source. Pour rappel, ce rendez-vous a été reporté à trois reprises, pour des considérations liées à la pandémie de coronavirus, avant d'être reprogrammé pour ce jeudi. Lors de la première manche, disputée au stade de Manzini, les "Canaris" se sont inclinés (1-0). Selon le tirage au sort de la phase de poules, effectué fin décembre au siège de la CAF au Caire (Egypte), le vainqueur de cette double confrontation évoluera dans le groupe B aux côtés d'Orlando Pirates (Afrique du Sud), de la JS Saoura (Algérie) et d'Al-Ittihad (Libye).

LIGUE 1 La phase retour débutera le 22 février (LFP)

La phase retour du championnat d'Algérie de Ligue 1 débutera le 22 février prochain après une trêve hivernale de deux semaines, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) vendredi sur son site officiel. La phase aller dont la 16^e journée se jouera ce week-end, samedi 29 janvier et dimanche 30, prendra fin le lundi 7 février avec le déroulement des derniers matchs de la 17^e journée qui débutera jeudi 5 février. Durant la trêve hivernale, la LFP a programmé un match de mise à jour du calendrier entre le RC Relizane et le Paradou AC prévu le vendredi 11 février 2022. Pour rappel, le CR Belouizdad est en tête du classement de Ligue 1 à la veille de la 16^e journée avec 33 points.

LIGUE 1 FRANÇAISE

Slimani devrait rester à Lyon jusqu'à la fin de saison

L'attaquant international algérien, Islam Slimani, annoncé en partance pour le Sporting Portugal au cours du mercato hivernal, devrait finalement rester à l'Olympique Lyonnais jusqu'à la fin de saison, rapporte samedi Foot Mercato.



En fin de contrat avec les Gones en juin 2022, Slimani, sauf improbable retournement de situation ou offre mirobolante, devrait poursuivre l'aventure avec l'OL jusqu'au terme de cette saison actuelle, selon les informations du média français Foot Mercato.

La même source révèle que l'international algérien n'a pas été convaincu par l'offre du Sporting Portugal, club pour lequel il a évolué entre 2013 et 2016, inscrivant pas moins de 57 buts en 111 matchs.

Auteur de quatre réalisations et une passe décisive en 16 rencontres disputées cette saison avec les Lyonnais, Slimani (84 sélections, 39 buts) se sentirait bien à Lyon et ne devrait forcer aucun départ de l'OL, selon la même source.

CHAMPIONNAT ALLEMAND

Bensebaïni dans le viseur du Bayer Leverkusen

Le défenseur international algérien du Borussia Mönchengladbach, Rami Bensebaïni serait suivi de près par les dirigeants du Bayer Leverkusen, selon les informations du journal Bild. Titulaire incontestable dans son couloir gauche à Mönchengladbach, l'Algérien attire les convoitises en Bundesliga. Il serait dans

le viseur de Leverkusen pour le remplacement de Mitchel Bakker qui devrait bientôt rejoindre Newcastle.

Arrivé en Allemagne en août 2019 en provenance du Stade Rennais, contre 8 millions d'euros, le latéral gauche formé au Paradou AC est lié au Borussia Mönchengladbach jusqu'en 2023.



LIGUE 1 FRANÇAISE

L'Algérien Billel Brahimi rejoint l'OGC Nice

L'attaquant franco-algérien du SCO Angers, Billel Brahimi, s'est engagé officiellement à l'OGC Nice (Ligue 1 française de football) pour un contrat dont la durée et le montant n'ont pas été précisés, indique le club azuréen sur son compte twitter. Le communiqué de bienvenue du joueur le décrit ainsi : «Puissant, technique et doté d'une grosse capacité de projection vers l'avant, Brahimi a fait ses classes en Angleterre, dans l'académie de Middlesbrough. Revenu dans l'Hexagone à Reims en 2019, il explose la saison passée au Mans, en National, où il est prêt. Dans la Sarthe, il inscrit 12 buts



et délivre 10 passes décisives en 34 rencontres. Brahimi s'apprête désormais à porter le maillot rouge et noir, sous les ordres de Christophe Galtier. L'OGC Nice lui souhaite la bienvenue !». L'aïlier gauche de 21 ans, qui évoluait au Stade de Reims, est arrivé le 8 septembre 2021 à Angers, pour un contrat de trois ans, qui court jusqu'en 2024. Il rejoindra ainsi les deux internationaux algériens, en l'occurrence : le défenseur Youcef Atal et le milieu de terrain Hicham Boudaoui. Selon la presse locale, Brahimi est transféré chez les Aiglons pour un montant étonnant de plus de 10 millions d'euros.

LIGUE 1 - CR BELOUZDAD

L'entraîneur Paqueta et l'attaquant Ben Hamou positifs au Covid



L'entraîneur brésilien du CR Belouizdad, Marcos Paqueta et l'attaquant Mahi Ben Hamou ont été testés positifs au Covid-19 et devront donc faire l'impasse sur le match de la prochaine journée, prévu samedi

(14h30) en déplacement chez le NC Magra, pour le compte de la 16e journée de Ligue 1, a annoncé vendredi le leader de la compétition.

«En application des mesures sanitaires en vigueur, l'équipe senior a subi des tests de dépistage contre le Covid à la veille de son déplacement à Magra, et les résultats ont été positifs pour l'entraîneur Marcos Paqueta et l'attaquant Mahi Ben Hamou»

a indiqué la Direction des Rouge et Blanc dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

Autre joueur à devoir faire l'impasse sur le match de samedi, le gardien Tawfik Moussaoui, qui selon le club de Laâqiba «est toujours souffrant», faisant qu'il devra rester à Alger, pour y poursuivre les soins.

«Pour pallier l'absence de Moussaoui, le staff technique a décidé de faire appel au jeune Choukri Remmili, le porter de la catégorie des moins de 21 ans » a encore précisé le club.

Pour sa part, le jeune Oranais «Islam Belkhir a ressenti quelques douleurs

à l'entraînement et là encore, le staff technique a préféré le dispenser du match contre le NCM, pour éviter d'aggraver sa situation davantage. Concernant l'effectif de la catégorie «Réserves», qui a été décimé par les cas de contamination au coronavirus au cours des dix derniers jours, la direction du Chabab s'est voulue rassurante, en affirmant que désormais, tout va pour le mieux.

«Les joueurs de la catégorie U21 ont tous subi un test ECG (ndlr : un électrocardiogramme) et les résultats ont été satisfaisants » a ajouté la direction du CRB dans son communiqué.

LIGUE 2

L'USM Bel-Abbès sans président et sans entraîneur

L'USM Bel-Abbès est désormais sans président et sans entraîneur après la démission de Abdelghani El Hennani et Sid Ahmed Slimani respectivement, a-t-on appris samedi de ce club de Ligue deux de football.

Le premier responsable de l'USMBA a joint l'acte à la parole en transmettant sa démission écrite au wali et au directeur local de la jeunesse et des sports, a précisé cette source.

Abdelghani El Hennani a agi de la sorte pour mettre un terme à quatre ans de règne dans cette formation de l'Ouest du pays qui connaît la pire période de son histoire, puisqu'elle se dirige droit vers le troisième palier une saison seulement après avoir quitté la Ligue 1.

La situation actuelle dans laquelle se débat le club phare de la "Mekerra" devrait déboucher sur l'installation prochaine d'un directoire, en attendant de remettre de l'ordre au niveau de sa société sportive par actions (SSPA), fait-on savoir encore. Les Vert et Rouge ont terminé à la 14e place la phase aller du championnat de Ligue 2 (Gr.

Centre-Ouest), avec 12 points distancés de cinq unités par le premier potentiel non reléguable, l'ASM Oran (12e, 17 pts).

Avec un effectif composé de joueurs de la réserve, vu que le club est interdit de recrutement, l'USMBA aura du mal pour se maintenir en deuxième palier, estiment les observateurs. L'équipe devrait débiter la phase retour, dans quelques jours, sans entraîneur. Son désormais ex-coach, Sid Ahmed Slimani, a rejoint le WA Tlemcen (Ligue 1), il y a quelques jours.

LIGUE 2 - GROUPE CENTRE-EST

Six mois de suspension pour les présidents de l'USMK et du NRBT (LNFA)

Les présidents de l'USM Khenchela et du NRBT Teleggha, respectivement Walid Boukrouma et Toufik Boudia ont écopé de six mois de suspension, dont trois avec sursis, pour «comportement antisportif envers officiel», lors du match ayant opposé leurs deux équipes le 4 janvier courant, pour le compte de la 12e journée de Ligue 2 (Groupe Centre-Est), a-t-on appris vendredi auprès de la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

«La suspension de Boukrouma et Boudiaf est rehaussée d'une amende de 35.000 DA» a ajouté l'instance dans un bref communiqué. Le président Boukrouma a été convoqué par courrier électronique, mais il a répondu en transmettant un certificat médical, indiquant qu'il ne pouvait pas se déplacer.

Idem pour son homologue Toufik Boudiaf, qui selon la même source a été convoqué à deux reprises, par courrier électronique, mais ne s'est finalement pas présenté à l'audience.

A l'inverse, le président du MO Béjaïa, Mustapha Bouchoubah a répondu favorablement à la convocation de la Commission de discipline, le 20 janvier à Alger.

Le dirigeant béjaoui a été auditionné dans l'affaire du match ayant opposé son équipe à l'USM Khenchela le 14 janvier courant, dans le cadre de la 14e journée de Ligue 2, Groupe Centre-Est.

«Après audition, la commission de discipline a décidé d'infliger au MOB une amende de 100.000 DA, pour non-respect du protocole sanitaire, tentative d'agression envers officiel (ndlr, arbitre), survenue en fin de partie par une personne étrangère et non identifiée, ainsi que pour mauvais comportement des dirigeants en fin de partie, et mauvaise organisation de la rencontre» a encore précisé l'instance dans un communiqué.

L'ATLÉTICO MADRID COÛTE LE NOM DE LUCAS BOYÉ

Les Colchoneros auraient activé une piste offensive. En fin de contrat à l'issue de la saison, l'attaquant Luis Suarez pourrait profiter de ce mercato d'hiver pour quitter l'Atlético Madrid dans les prochains jours. En cas de départ de l'international uruguayen, les dirigeants Colchoneros auraient déjà un nom en tête. Selon les infos des médias AS et Fichajes, il s'agit de Lucas Boyé. Agé de 25 ans, ce dernier évolue sous le maillot d'Elche où il dispose d'un contrat jusqu'en juin 2024. Arrivé cet été en provenance du Torino pour deux millions d'euros, le natif de San Gregorio disposerait d'une clause libératoire de 25 millions d'euros. Cette saison, il a inscrit sept buts et délivré deux passes décisives en 17 rencontres de championnat de Liga.



BORDEAUX S'INTÉRESSE À MARCELO

Libre de tout contrat depuis mercredi, Marcelo intéresserait Bordeaux. C'est ce que rapporte Sud-Ouest, qui explique que le désormais ex-lyonnais intéresserait Gérard Lopez. 17e de Ligue 1, Bordeaux vit une nouvelle saison galère et compte bien se renforcer dès cet hiver. Alors que les Girondins n'ont toujours pas le moindre clean-sheet en championnat, le chantier principal est évidemment la défense. En ce sens, le Brésilien pourrait apporter son expérience, alors que Koscielny a été écarté et devrait partir. Marcelo n'a plus joué depuis 6 mois, après avoir été écarté pour des problèmes de comportement. Mais s'il consentait à baisser ses émoluments, il pourrait retrouver du rythme du côté du Matmut Atlantique.

DYBALA MANCHESTER CITY À L'AFFÛT

En fin de contrat en juin prochain, l'attaquant de la Juventus Turin Paulo Dybala (28 ans, 17 matchs et 7 buts en Serie A cette saison), longtemps proche de prolonger son bail, dispose désormais d'un futur incertain.

Déjà présenté dans le viseur de l'Inter Milan, l'international argentin plaît aussi à Manchester City, d'après les informations du quotidien italien La Gazzetta dello Sport ce jeudi. Pour le moment, l'agent de l'ancien joueur de Palerme donne toujours la priorité à la Juve, mais le champion d'Angleterre en titre serait prêt à réaliser une offre importante, avec un salaire annuel estimé à 10 millions d'euros, pour attirer le Turinois. Bien évidemment, cette rumeur peut servir les intérêts du clan Dybala afin de mettre la pression sur la Vieille Dame.

Aubameyang à Milan ?

Pierre-Emerick Aubameyang est poussé vers la sortie par Arsenal. L'attaquant gabonais pourrait trouver refuge dans un de ses anciens clubs, le Milan AC. Pierre-Emerick Aubameyang serait dans le viseur du Milan AC. Selon des informations de Sky Sports, le club lombard songerait à recruter l'attaquant gabonais. L'équipe italienne est confronté ces dernières semaines aux blessures respectives d'Olivier Giroud et Zlatan Ibrahimovic, ses deux attaquants vétérans qui ont largement dépassé la trentaine. Pierre-Emerick Aubameyang n'a plus que six jours pour trouver un nouveau club sous peine de faire banquette à Arsenal pour le reste de la saison. Le Milan AC privilégierait un prêt jusqu'en fin de saison de son ancien attaquant (2007-2012 entrecoupé de prêts à Saint-Etienne, Lille et Monaco notamment). Ce dernier, sous contrat jusqu'en juin 2023 avec Arsenal est valorisé 15 millions d'euros par Transfermarkt.



Faouzi Ghoulam intéresse la Lazio

L'international algérien pourrait changer de club cet hiver. Alors que son contrat se termine au mois de juin prochain, le latéral gauche Faouzi Ghoulam pourrait quitter Naples avant la fin du mercato d'hiver. Selon les informations de TMW, l'international algérien serait sur les tablettes de la Lazio Rome. Les dirigeants romains aimeraient boucler ce dossier rapidement. Des discussions seraient en cours entre les deux clubs. Une offre de 2 millions d'euros serait en préparation pour l'ancien stéphanois. Apparu à seulement 8 reprises en championnat, ce dernier envisagerait de changer d'air.

Chelsea se penche sur Alex Sandro

Les Blues pourraient faire une offre pour l'international brésilien. Avant la fin du mercato, la formation de Chelsea envisagerait toujours de s'attacher les services d'un latéral gauche. Selon les dernières informations de La Gazzetta dello Sport, les Blues s'intéresseraient à Alex Sandro (31 ans). Lié à la Juventus Turin jusqu'en juin 2023, l'international brésilien a fait cette saison 27 apparitions sous le maillot des Bianconeri. Estimé à douze millions d'euros sur le marché des transferts, le natif de Catanduva ne devrait pas bouger. Massimiliano Allegri compte conserver son joueur au moins jusqu'en juin prochain.



ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi, un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron lors duquel le Président français a renouvelé son invitation au Président Tebboune pour prendre part au Sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA), selon un communiqué de la Présidence de la République qui précise que les deux chefs d'Etat ont évoqué lors de cette communication les relations bilatérales et examiné les perspectives de la tenue du Haut comité sectoriel intergouvernemental.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron lors duquel les deux parties ont évoqué les relations bilatérales», lit-on dans le communiqué. «A cette occasion, le Président français a renouvelé son invitation à monsieur le Président pour prendre part au Sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA) qu'abritera la capitale belge, Bruxelles», précise la même source. «Les deux présidents ont évoqué en outre durant cette communication les perspectives de la tenue du Haut comité sectoriel intergouvernemental», a conclu le communiqué de la Présidence de la République.



EXPO 2030

L'Algérie exprime son soutien à la candidature de l'Arabie saoudite

L'Algérie a exprimé son soutien à la candidature du Royaume d'Arabie saoudite pour abriter l'Exposition universelle de 2030, soulignant sa volonté d'accorder une attention prioritaire au rattachement du rang et du rôle collectifs des pays arabes dans le concert des nations, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie suit de très près le déroulement des processus de préparation des grands événements

internationaux qui constitueront des articulations majeures de l'ordre des relations internationales de la période post-Covid», a affirmé le ministère des Affaires étrangères, précisant que «dans ce contexte, l'Expo 2030 prend place parmi les événements mondiaux de première importance qui font l'objet d'une compétition entre plusieurs candidatures crédibles présentant des atouts spécifiques non négligeables».

Le ministère a ajouté que l'Algérie, «qui est

animée par le souci de contribuer à une prise de participation accrue du monde arabe dans le nouvel ordonnancement des relations internationales en gestation, relève avec satisfaction les caractéristiques distinctives de la candidature

Royaume d'Arabie Saoudite, dont le niveau de développement économique, scientifique et technologique constitue un gage significatif d'attractivité et de créativité». «Des son investiture dans la noble mission de Président du

Sommet des Souverains et Chefs d'Etat de la Ligue des Etats Arabes, l'Algérie accordera une attention prioritaire au rattachement du rang et du rôle collectifs des pays arabes dans le concert des nations. Dans cet esprit, la promotion et le succès de la candidature de l'Arabie Saoudite pour accueillir l'Expo 2030, lors des élections qui auront lieu en 2023, seront naturellement une partie intégrante du mandat de l'Algérie dont elle s'acquittera pleinement», a conclu le MAE.

UGTA

Recueillement à la mémoire de Abdelhak Benhamouda à l'occasion du 25^e anniversaire de son assassinat

Une cérémonie de recueillement a été organisée vendredi au cimetière d'El Alia (Alger) par l'Union nationale des travailleurs algériens (UGTA) à la mémoire de son ancien secrétaire général Abdelhak Benhamouda, à l'occasion du 25^e anniversaire de son assassinat par des terroristes le 28 janvier 1997. Cette cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha, des cadres relevant de la centrale syndicale, des responsables de plusieurs syndicats et organisations professionnelles ainsi que la famille et les proches du défunt. Une gerbe de fleurs a été déposée sur la tombe du défunt avant la récitation de la Fatiha à la mémoire du martyr du devoir national, Abdelhak Benhamouda.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Labatcha a rappelé les qualités du défunt ainsi que ses valeurs patriotiques et son militantisme qui ont mar-



qué son parcours syndical, soulignant que l'UGTA restera fidèle aux idées et aux positions du défunt Abdelhak Benhamouda pour défendre les intérêts du pays en les plaçant au dessus de toute considération, en toutes circonstances, et les intérêts des travailleurs». Feu Benhamouda, «chahid du devoir national et du combat syndical, a voué sa vie pour l'Algérie, a poursuivi M. Labatcha, soulignant que l'UGTA retraçait, à travers cet anniversaire, «son parcours et ses positions héroïques

dont nous avons besoin aujourd'hui pour resserrer les rangs et lutter contre les attaques hostiles contre notre pays».

Né le 12 décembre 1946, feu Benhamouda, qui a exercé des fonctions dans le secteur de l'enseignement, a débuté son parcours syndical à la fédération de l'Education. Il a occupé, par la suite, le poste de SG de l'UGTA de 1990 au 28 janvier 1997, date de son assassinat par les terroristes à la place du 1^{er} mai (Alger) près du siège de l'Union.

PRÉSIDENT

Le Président Tebboune préside dimanche une réunion du Conseil des ministres

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, présidera dimanche par visioconférence une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera, dimanche 30 janvier 2022, par visioconférence une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen d'exposés relatifs aux secteurs de l'agriculture, de l'habitat, de l'environnement et des transports», lit-on dans le communiqué.

Le Président Tebboune «écouterait également un exposé qui sera présenté par le Médiateur de la République sur les projets d'investissement en suspens», a ajouté la même source.

DEUX MILITAIRES TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR

Le président Tebboune présente ses condoléances

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, Ministre de la défense nationale a adressé, vendredi, un message de condoléances aux familles des martyrs, le sous-lieutenant de carrière, Merbah Eddine Sidhom et le caporal contractuel, Nassim Benalioua, tombés au champ d'honneur suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière.

«C'est le cœur triste mais résigné à la volonté de Dieu, que j'ai appris la disparition du sous-lieutenant de carrière, Merbah Eddine Sidhom et du caporal contractuel, Nassim Benalioua, tombés au champ d'honneur suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière dans la région de Hassi Tirinine au secteur opérationnel In Guezzam en 6^{ème} Région Militaire», a écrit le président Tebboune dans son message de condoléances. «En cette douloureuse circonstance, je présente aux familles des défunts ainsi qu'à la famille de l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), mes sincères condoléances et mes sentiments de compassion, priant le Tout Puissant d'accueillir les défunts dans Son vaste Paradis et de leur accorder Sa sainte miséricorde. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons», conclut le président de la République.

Le président du Conseil de la nation présente ses condoléances

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a adressé une lettre de condoléances aux familles des deux martyrs du devoir national, le sous-lieutenant de carrière, Merbah Eddine Sidhom et le caporal contractuel, Nassim Benalioua, tombés au champ d'honneur, jeudi, suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière. «C'est avec une profonde affliction que j'ai appris la nouvelle du décès en martyr du sous-lieutenant de carrière, Merbah Eddine Sidhom et du caporal contractuel, Nassim Benalioua, tombés au champ d'honneur au secteur opé-

rationnel d'In Guezzam, alors qu'il défendait notre chère patrie contre le terrorisme abject», a écrit M. Goudjil dans sa lettre. «Tout en priant le Tout Puissant d'accueillir les défunts dans Son vaste Paradis et de leur accorder Sa sainte miséricorde, je tiens à présenter, en mon nom personnel et au nom de tous les membres du Conseil de la Nation, les sincères condoléances aux familles des victimes et à l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), rempart de la Nation», ajoute le président de la Chambre haute du Parlement.

Le premier ministre présente ses condoléances

Le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a adressé, vendredi, un message de condoléances aux familles des martyrs, le sous-lieutenant de carrière, Merbah Eddine Sidhom et le caporal contractuel, Nassim Benalioua, tombés au champ d'honneur, jeudi, suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière. «Le sous-lieutenant de carrière, Merbah Eddine Sidhom et le caporal contractuel, Nassim Benalioua, tombés au champ d'honneur suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière dans la région de Hassi Tirinine au

secteur opérationnel In Guezzam en 6^{ème} Région militaire, rejoignent leurs frères martyrs. Puisse Dieu Tout Puissant leur accorder Sa sainte miséricorde, les accueillir en Son vaste paradis et prêter réconfort à leurs proches en cette pénible épreuve», a écrit M. Benabderrahmane dans son message de condoléances. «Je présente mes sincères condoléances au Commandement et aux éléments à l'Armée nationale populaire (ANP), priant le Tout Puissant de les préserver en rempart inexpugnable pour notre chère patrie», conclut le premier ministre.